

---

Deuxième session, trente et unième Législature

---

---

Second Session, Thirty-First Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

**Projet de loi n° 67**

**Bill No. 67**

Loi sur l'assurance automobile

Automobile Insurance Act

---

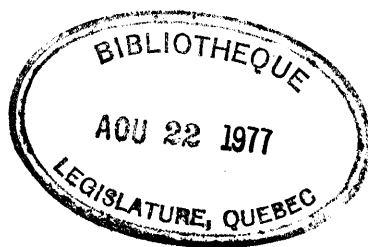
Première lecture

---

---

First reading

---



MADAME PAYETTE

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

## Projet de loi n° 67

### Loi sur l'assurance automobile

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

#### TITRE I

##### DÉFINITIONS

[[1. Dans la présente loi, et dans les règlements adoptés sous son autorité, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes signifient:

1. «accident»: événement au cours duquel un dommage est causé par une automobile;

2. «assureur autorisé»: un assureur autorisé à pratiquer l'assurance automobile en vertu de la Loi sur les assurances (1974, chapitre 70) et détenteur d'un permis émanant du surintendant des assurances;

3. «automobile»: tout véhicule mû par un autre pouvoir que la force musculaire et adapté au transport sur les chemins publics mais non sur les rails, ainsi que tout véhicule défini comme tel par le gouvernement sauf tout véhicule exclu de la présente définition par le gouvernement;

4. «Bureau des véhicules automobiles»: le Bureau des véhicules automobiles constitué en vertu du Code de la

## Bill No. 67

### Automobile Insurance Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

#### TITLE I

##### DEFINITIONS

[[1. In this act and in the regulations hereunder, unless otherwise indicated by the context,

(1) "accident" means an event in which damage is caused by an automobile;

(2) "authorized insurer" means an insurer authorized to transact automobile insurance under the Act respecting insurance (1974, chapter 70) and holding a permit from the Superintendent of Insurance;

(3) "automobile" means any vehicle propelled by any power other than muscular force and adapted for transportation on the public highways but not on rails, and any vehicle defined as an automobile by the Government, except any vehicle excluded from this definition by the Government;

(4) "Motor Vehicle Bureau" means the Motor Vehicle Bureau established under the Highway Code (Revised Stat-

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet vise l'instauration au Québec d'un régime d'indemnisation des personnes lésées à raison d'un dommage corporel causé par une automobile et met à la charge de la Régie de l'assurance automobile du Québec l'administration d'un Fonds d'indemnisation des personnes lésées à raison d'un dommage matériel causé par une automobile lorsque la personne responsable du dommage est inconnue, n'est pas assurée, n'est pas assurée suffisamment ou est assurée auprès d'un assureur insolvable.*

*Le titre I traite des définitions.*

*Le titre II porte sur l'indemnisation du dommage corporel.*

*Le titre III traite de l'indemnisation du dommage matériel, de la responsabilité civile et du régime d'assurance obligatoire.*

*Le titre IV établit un Fonds d'indemnisation.*

*Le titre V traite du financement de la Régie et du Fonds d'indemnisation.*

*Le titre VI concerne la Corporation des assureurs autorisés.*

*Le titre VII énumère les pouvoirs du surintendant des assurances en matière de données statistiques et de tarification.*

*Le titre VIII traite des infractions et suspensions.*

## EXPLANATORY NOTES

*The object of this bill is the implementation in Québec of a compensation scheme for persons suffering bodily injuries caused by an automobile, and to entrust the Régie de l'assurance automobile du Québec with the administration of a compensation fund for persons sustaining property damage caused by an automobile when the person responsible for the damage is unknown, uninsured, underinsured or insured with an insolvent insurer.*

*Title I contains definitions.*

*Title II deals with compensation for bodily injury.*

*Title III deals with compensation for property damage, civil liability and the compulsory insurance scheme.*

*Title IV establishes the Fonds d'indemnisation.*

*Title V deals with the financing of the Régie and the Fonds d'indemnisation.*

*Title VI deals with the Corporation des assureurs autorisés.*

*Title VII deals with the powers of the Superintendent of Insurance regarding statistics and rates.*

*Title VIII deals with offences and suspensions.*

route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231);

5. «chargement»: tout bien qui se trouve dans une automobile, sur celle-ci ou est transporté par une automobile;

6. «chemin public»: la partie de tout pont, chemin, rue, place, carré ou autre terrain destiné à la circulation publique des automobiles;

7. «conjoints»: l'homme et la femme qui sont mariés et cohabitent, ou qui vivent ensemble maritalement et sont réputés conjoints suivant les dispositions de l'article 9;

8. «Corporation»: la Corporation des assureurs autorisés constituée en vertu de l'article 138;

9. «directeur»: le directeur du Bureau des véhicules automobiles;

10. «dommage causé par une automobile»: tout dommage causé par une automobile ou par l'usage de celle-ci ou par son chargement y compris le dommage causé par une remorque;

11. «dommage corporel»: le dommage physique, psychologique ou mental, y compris le décès, ainsi que tout dommage causé lors d'un accident à une victime, à l'exception du dommage matériel défini au paragraphe 12;

12. «dommage matériel»: le dommage causé lors d'un accident à une automobile, ou à un autre bien, à l'exception du préjudice causé aux vêtements que porte une victime au moment de l'accident;

13. «emploi»: toute occupation génératrice de revenus;

14. «établissement»: un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48);

15. «Fonds d'indemnisation»: le Fonds d'indemnisation constitué par l'article 109;

16. «garagiste»: le détenteur d'une licence de garage au sens du Code de la route;

utes, 1964, chapter 231);

(5) "load" means any goods in, on, or transported by an automobile;

(6) "public highway" means any part of a bridge, road, street, place, square or other ground open to public automobile traffic;

(7) "spouses" means a man and a woman who are married and cohabiting, or living together as husband and wife and presumed to be spouses pursuant to section 9;

(8) "Corporation" means the Corporation des assureurs autorisés established under section 138;

(9) "director" means the director of the Motor Vehicle Bureau;

(10) "damage caused by an automobile" means any damage caused by or by the use of an automobile or by the load of an automobile, including damage caused by a trailer;

(11) "bodily injury" means physical, psychological or mental injury, including death, and any damage caused to a victim in an accident, except property damage as defined in paragraph 12;

(12) "property damage" means damage caused in an accident to an automobile or to other property, except damage to the clothing worn by a victim at the time of the accident;

(13) "employment" means any remunerative occupation;

(14) "establishment" means an establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48);

(15) "Fonds d'indemnisation" means the Fonds d'indemnisation established by section 109;

(16) "garage-keeper" means the holder of a garage licence within the meaning of the Highway Code;

*Le titre IX concerne les pouvoirs de réglementation de la Régie.*

*Le titre X contient des dispositions transitoires et finales.*

*Title IX deals with the regulatory powers of the Régie.*

*Title X contains transitional and final provisions.*

17. «indemnité»: toute forme d'indemnisation prévue par le titre II de la présente loi;

18. «manuel des tarifs»: les documents d'un assureur autorisé où sont identifiées et définies ses règles de sélection et de classification des risques, ainsi que les primes applicables à chacun;

19. «ministre»: le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières;

20. «personne à charge»: un conjoint, une personne liée à la victime par le sang ou l'adoption ainsi que toute personne étrangère qui était à l'égard de la victime *in loco parentis* ou à l'égard de qui la victime était *in loco parentis* et qui, lors de l'accident, vivait entièrement ou dans une large mesure des revenus de la victime;

21. «personne au foyer»: une personne ayant ou non un conjoint et dont l'occupation principale consiste à vaquer aux occupations habituelles d'une personne qui demeure chez elle pour le bénéfice de sa maisonnée;

22. «prescrit»: prescrit par règlement de la Régie;

23. «propriétaire»: toute personne qui a acquis une automobile et la possède en vertu d'un titre absolu ou conditionnel ou soumis à une autre modalité, qui lui donne le droit d'en devenir le propriétaire ou d'en jouir comme propriétaire, à charge de rendre ou non;

24. «réclamant»: une victime au sens du sous-paragraphe *a* du paragraphe 29 et, le cas échéant, ses ayants droit et ses personnes à charge;

25. «Régie»: la Régie de l'assurance automobile du Québec constituée par la Loi constituant la Régie de l'assurance automobile du Québec (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 49*);

26. «résident»: toute personne que la loi autorise à être ou à rester au Canada,

(17) "indemnity" means compensation of any kind provided for by Title II of this act;

(18) "rate manual" means the documents of an authorized insurer in which his rules of selection and classification of risks, and the premiums applicable to each, are identified and defined;

(19) "Minister" means the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions;

(20) "dependant" means a spouse, a person related to the victim by blood or adoption, and any stranger who stood *in loco parentis* to the victim or to whom the victim stood *in loco parentis*, who, at the time of the accident, was wholly or substantially maintained by the income of the victim;

(21) "person at home" means a person, having or not having a spouse, whose chief occupation consists in attending to the usual occupations of a person who stays at home for the benefit of that person's household;

(22) "prescribed" means prescribed by regulation of the Régie;

(23) "owner" means any person having acquired an automobile whose title of possession is absolute or conditional or subject to another term or condition entitling him to become the owner or enjoy the benefits of ownership of the automobile, whether subject to return or not;

(24) "claimant" means a victim within the meaning of subparagraph *a* of paragraph 29 or, where such is the case, his assigns or dependants;

(25) "Régie" means the Régie de l'assurance automobile du Québec established by the Act to establish the Régie de l'assurance automobile du Québec (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 49*);

(26) "resident" means any person authorized by law to be or remain in

qui demeure au Québec et y est ordinairement présente, sauf si elle est un touriste ou est de passage au Québec ou y est un visiteur, ainsi que toute personne qui est réputée résider au Québec d'après le gouvernement sauf toute personne exclue de la présente définition par le gouvernement;

27. «soutien de famille»: dans le cas d'une personne sans conjoint, celle qui a des personnes à charge et, dans le cas de conjoints, celui qui travaille ou celui dont le revenu est le plus élevé si les deux travaillent ou celui dont la capacité de gains lui permettrait d'obtenir le revenu le plus élevé si aucun ne travaille;

28. «surintendant des assurances»: l'officier nommé en vertu de l'article 4 de la Loi sur les assurances;

29. «victime»:

a) aux fins du titre II visant l'indemnisation du dommage corporel, toute personne qui subit un dommage corporel lors d'un accident y compris le propriétaire, le conducteur ou le passager de toute automobile impliquée dans l'accident;

b) aux fins du titre III visant l'indemnisation du dommage matériel et du titre IV visant le Fonds d'indemnisation, toute personne qui subit un dommage matériel lors d'un accident y compris le propriétaire, le conducteur ou le passager de toute automobile impliquée dans l'accident;

30. «vol»: l'offense visée à l'article 283 du Code criminel.

Canada, living and ordinarily present in Québec, unless merely touring, passing through or visiting there, and any person deemed to reside in Québec according to the Government, except any person excluded from this definition by the Government;

(27) "breadwinner" means a person having no spouse but having dependants, or a person who has a spouse and is working, or whose income is greater than his spouse's if both are working, or whose earning capacity is greater than his spouse's if neither is working;

(28) "Superintendent of Insurance" means the officer appointed under section 4 of the Act respecting insurance;

(29) "victim",

(a) for the purposes of Title II regarding compensation for bodily injury, means every person sustaining bodily injury in an accident, including the owner or driver of and every passenger in each automobile involved in the accident;

(b) for the purposes of Title III regarding compensation for property damage, and of Title IV regarding the Fonds d'indemnisation, means every person sustaining property damage in an accident, including the owner or driver of and every passenger in each automobile involved in the accident;

(30) "theft" refers to the offence described in section 283 of the Criminal Code.

## TITRE II

L'INDEMNISATION DU DOMMAGE  
CORPOREL

## CHAPITRE I

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**2.** Nonobstant le sous-paragraphe *a* du paragraphe 29 de l'article 1, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le mot « victime » aux fins du présent chapitre comprend aussi toute personne qui a droit à l'indemnité de décès lorsque le décès de la victime résulte de l'accident.

**3.** La victime d'un dommage corporel causé par une automobile est indemnisée par la Régie et suivant les dispositions du présent titre, sans égard à la responsabilité de quiconque.

**4.** L'indemnisation tient lieu de tous les droits, recours et droits d'action de quiconque contre la personne responsable d'un dommage corporel causé par une automobile et nulle action directe ou subrogatoire à ce sujet n'est reçue devant une cour de justice.

Le premier alinéa ne s'applique pas dans les cas visés dans l'article 17.

Rien dans le présent article ne limite le droit d'une victime de réclamer une indemnité en vertu d'un régime privé d'assurance, sans égard à la responsabilité de quiconque.

**5.** Est réputée victime la personne qui subit un dommage corporel en portant secours à la victime d'un accident.

**6.** L'indemnisation bénéficie à toute victime résidant au Québec et à ses per-

## TITLE II

## COMPENSATION FOR BODILY INJURY

## CHAPTER I

## GENERAL PROVISIONS

**2.** Notwithstanding subparagraph *a* of paragraph 29 of section 1, unless otherwise indicated by the context, the word "victim", for the purposes of this chapter, also includes any person entitled to a death benefit if the death of the victim results from the accident.

**3.** The victim of bodily injury caused by an automobile shall be compensated by the Régie in accordance with this title, regardless of who is at fault.

**4.** The compensation is in the place and stead of all rights, recourses and rights of action of any one against the person responsible for bodily injury caused by an automobile and no direct or subrogated action in that respect shall be admitted before any court of justice.

The first paragraph does not apply to the cases contemplated in section 17.

Nothing in this section limits the right of a victim to claim an indemnity under a private insurance scheme, regardless of who is at fault.

**5.** The person who suffers bodily injury in giving assistance to the victim of an accident is deemed a victim.

**6.** The compensation shall benefit every victim resident in Québec and his



sonnes à charge, que l'accident ait eu lieu au Québec ou hors du Québec.

**7.** La victime d'un accident survenu hors du Québec, qui a droit à l'indemnisation prévue au présent titre peut bénéficier de celle-ci tout en conservant ses recours pour l'excédent en vertu de la loi du lieu de l'accident.

Nonobstant l'article 4, la Régie qui indemnise une victime en vertu du présent article est subrogée dans les droits de celle-ci et peut recouvrer les indemnités ainsi que le capital représentatif des rentes qu'elle est ainsi appelée à verser, de toute personne qui, en vertu de la loi du lieu de l'accident, est responsable de cet accident ou de son indemnisation.

**8.** La victime d'un accident survenu au Québec et qui n'y est pas résidant a le droit d'être indemnisée en vertu du présent titre dans la proportion où elle n'est pas responsable de l'accident, à moins d'une entente différente entre la Régie et l'organisme du lieu de la résidence de cette victime chargé de l'indemnisation de ses ressortissants.

Le désaccord entre la Régie et la victime sur la responsabilité de cette dernière est soumis au tribunal.

La responsabilité est déterminée suivant les règles du droit commun dans la mesure où les articles 97 à 102 n'y dérogent pas.

**9.** La Régie peut décider qu'une personne doit être réputée, pour les fins de la présente loi, le conjoint d'une victime et l'avoir épousée à la date où elle a commencé à être représentée comme son conjoint, sur preuve, à la satisfaction de la Régie que, pendant un nombre d'années prescrit précédant immédiatement l'accident:

dependants, whether the accident occurred in or outside Québec.

**7.** The victim of an accident that occurred outside Québec who is entitled to the compensation provided for in this title may benefit by it while retaining his rights of action with regard to the excess under the law of the place where the accident occurred.

Notwithstanding section 4, the Régie, where it compensates a victim under this section, is subrogated in the victim's rights and is entitled to recover the compensation and the capital representing the pensions that the Régie is thereby required to pay from any person who, under the law of the place where the accident occurred, is responsible for such accident or liable for compensation in respect of such accident.

**8.** The victim of an accident that occurred in Québec who is not resident therein is entitled to be compensated under this title to the extent that he is not responsible for the accident, unless otherwise agreed between the Régie and the agency of the place of residence of such victim that is entrusted with the compensation of its residents.

Any disagreement between the Régie and the victim with regard to responsibility is submitted to the court.

Responsibility is determined according to the ordinary rules of law to the extent that sections 97 to 102 do not derogate therefrom.

**9.** The Régie may decide that a person shall be deemed, for the purposes of this act, to be the spouse of a victim and to have been married to him from the date the person began to be represented as his spouse on evidence, to the satisfaction of the Régie, that for a prescribed number of years immediately preceding the accident:

- a) elle a résidé avec la victime;
- b) la victime l'a publiquement représentée comme conjoint et,
- c) lors de l'accident, ni l'un ni l'autre n'était marié à une autre personne ou le nombre d'années de cette vie commune était d'au moins sept.

**10.** Lorsque la victime est mineure ou autrement incapable, la Régie peut ordonner, à sa discrétion, que l'indemnité soit versée pour la victime à une autre personne.

**11.** Dans le cas d'une indemnité de remboursement de frais payable à une victime, la personne qui a payé ces frais pour la victime a le droit de recevoir l'indemnité au lieu de cette dernière.

**12.** La Régie peut, lorsqu'elle est d'avis qu'il est à propos de le faire pour aider la réadaptation de la victime, ou dans le cas d'une victime résidant hors du Québec ou cessant d'y résider, ou lorsqu'il s'agit de sommes dont le maximum est prescrit, remplacer la rente visée dans l'article 26 ou dans l'article 44 par tout paiement périodique ou par un paiement unique représentatif de la valeur de l'indemnité.

Dans le cas d'une victime résidant hors du Québec ou cessant d'y résider, la Régie peut également payer une indemnité de remboursement de frais visée dans les articles 23 ou 46 en un seul versement représentatif de la valeur de l'indemnité.

**13.** Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 18, la renonciation d'une victime à un droit découlant du présent titre est nulle.

**14.** Toute cession ou tout transport en garantie collatérale ou autrement du droit d'une victime à une indemnité en

- (a) he resided with the victim;
- (b) he was publicly represented as spouse by the victim, and
- (c) at the time of the accident, neither the spouse nor the victim was married to another person or they had cohabited for at least seven years.

**10.** Where the victim is a minor or otherwise incapable, the Régie may, at its discretion, order that the indemnity be paid for the victim to another person.

**11.** Where a reimbursement benefit for expenses incurred is payable to a victim, the person who paid such expenses for the victim is entitled to receive the benefit in the place of the victim.

**12.** The Régie, where it considers it advisable to do so in view of the rehabilitation of the victim, or where a victim is not resident or ceases to be resident in Québec, or where the sums involved have a prescribed maximum amount, may replace the pension contemplated in section 26 or in section 44 by periodic payments or by a lump sum representing the value of the indemnity.

Where a victim is not resident or ceases to be resident in Québec, the Régie may also pay a reimbursement benefit referred to in section 23 or 46 in a lump sum representing the value of the benefit.

**13.** Subject to the second paragraph of section 18, the waiver by a victim of any right under this title is null.

**14.** Any assignment or any transfer in collateral guarantee or otherwise of the right of a victim to an indemnity

vertu du présent titre est nulle de plein droit et la victime qui paierait une partie de son indemnité en vertu d'une telle cession ou d'un tel transport a droit de répétition contre celui qui la reçoit.

**15.** Nonobstant l'article 4, la Régie peut recouvrer les indemnités ainsi que le capital représentatif des rentes qu'elle est appelée à verser en vertu du présent titre de l'auteur d'un dommage corporel ne résidant pas au Québec dans la proportion où ce dernier est responsable de l'accident.

En cas de désaccord sur la détermination de la responsabilité, le différend est soumis au tribunal.

La responsabilité est déterminée suivant les règles du droit commun dans la mesure où les articles 97 à 102 n'y dérogent pas.

**16.** Le droit à une indemnisation en vertu du présent titre se prescrit par trois ans à compter de l'accident ou de la manifestation du dommage et, dans le cas des indemnités de décès, à compter de ce décès.

Le droit d'action de la Régie se prescrit par trois ans à compter de l'ouverture de ce droit.

**17.** Nul n'a droit à l'indemnisation prévue au présent titre dans les cas suivants:

a) si le dommage est causé, lorsque l'automobile n'est pas en mouvement dans un chemin public, par un appareil susceptible de fonctionnement indépendant qui y est incorporé ou par l'usage d'un tel appareil;

b) si l'accident est survenu en dehors d'un chemin public et qu'il a été causé par une motoneige, un tracteur de ferme, une remorque de ferme, un véhicule d'équipement, une remorque d'équipement ou un véhicule destiné à être utilisé en dehors d'un chemin public;

under this title is null of right and any victim who pays part of his indemnity pursuant to such an assignment or such a transfer has a right of recovery against the person receiving it.

**15.** Notwithstanding section 4, the Régie may recover the indemnities and the capital representing the pensions it is required to pay under this title from the person having caused the bodily injury who is not resident in Québec to the extent that he is responsible for the accident.

In case of disagreement as to the determination of responsibility, the dispute is submitted to the court.

Responsibility is determined according to the ordinary rules of law to the extent that sections 97 to 102 do not derogate therefrom.

**16.** The right to compensation under this title is prescribed by three years from the accident or the manifestation of the injury and, with regard to death benefits, from the time of death.

The right of action of the Régie is prescribed by three years from the event giving rise to such right.

**17.** No person is entitled to compensation provided for in this title in the following cases:

(a) if the injury is caused, while the automobile is not in motion on a public highway, by a device that can be operated independently and that is incorporated with the automobile, or by the use of such a device;

(b) if the accident occurred in a place other than a public highway and it was caused by a snowmobile, a farm tractor, a farm trailer, self-propelled or drawn machinery, or a vehicle intended for use off a public highway;

c) si l'accident est survenu en conséquence d'une course d'automobiles ou d'une épreuve de vitesse sur un parcours qui est, de façon temporaire ou permanente, fermé à toute autre circulation automobile, que l'automobile qui a causé le dommage soit ou non engagée dans la course ou l'épreuve et que la victime soit un participant ou un spectateur.

La responsabilité est déterminée suivant les règles du droit commun dans la mesure où les articles 97 à 102 n'y dérogent pas.

**13.** Lorsqu'une victime subit un dommage corporel causé par une automobile dans des circonstances qui donnent ouverture à une réclamation en vertu de la Loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 159), cette victime réclame le bénéfice des avantages de ladite loi et ne peut se prévaloir de l'indemnisation prévue au présent titre que pour l'excédent, s'il y a lieu.

Lorsqu'une victime subit un dommage corporel causé par une automobile dans des circonstances qui donnent ouverture à une réclamation en vertu de la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels (1971, chapitre 18), cette victime peut, à son option, réclamer le bénéfice des avantages de ladite loi ou se prévaloir de l'indemnisation prévue au présent titre. L'indemnisation reçue en vertu de la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels fait perdre à la victime tout droit en vertu du présent titre.

Les dispositions de l'article 4 s'appliquent aussi lorsque l'indemnisation est versée en vertu de la Loi des accidents du travail ou en vertu de la Loi de l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

(c) if the accident occurred as a result of an automobile race or a speed contest on a track that is temporarily or permanently closed to all other automobile traffic, whether or not the automobile that caused the injury was engaged in the race or the contest, and whether the victim was a participant or a spectator.

Responsibility is determined according to the ordinary rules of law to the extent that sections 97 to 102 do not derogate therefrom.

**13.** Where a victim sustains bodily injury caused by an automobile in circumstances giving rise to a claim under the Workmen's Compensation Act (Revised Statutes, 1964, chapter 159), the victim shall claim the benefit of the said act and shall not avail himself of the compensation provided for in this title except for the excess, if any.

Where a victim sustains bodily injury caused by an automobile in circumstances giving rise to a claim under the Crime Victims Compensation Act (1971, chapter 18), that victim may, at his option, claim the benefit of the said act or avail himself of the compensation provided for in this title. The compensation received under the Crime Victims Compensation Act causes the victim to lose every right under this title.

Section 4 applies also where compensation is paid under the Workmen's Compensation Act or under the Crime Victims Compensation Act.

## CHAPITRE II

## INDEMNITÉS

## SECTION I

## INDEMNITÉS DE REMPLACEMENT DU REVENU

**19.** La victime qui, lors de l'accident, exerçait habituellement un emploi à temps plein a droit à l'indemnité de remplacement du revenu si, à la suite de l'accident, elle devient incapable d'exercer cet emploi.

Le revenu brut de la victime est celui qu'elle tirait de cet emploi.

Toutefois la Régie peut, à sa discrétion, déterminer un revenu brut autre si la victime démontre que, n'eût été de circonstances exceptionnelles, elle eût pu occuper un emploi plus rémunérateur.

**20.** Sous réserve de l'article 21, la victime qui, lors de l'accident, n'exerçait aucun emploi tout en étant capable de travailler, exerçait un emploi occasionnel ou un emploi à temps partiel, travaillait sans rémunération dans une entreprise familiale ou était une personne au foyer, a droit à l'indemnité de remplacement du revenu si, à la suite de l'accident, elle devient incapable d'exercer l'emploi qu'elle aurait pu occuper habituellement et à temps plein.

La Régie détermine l'emploi que la victime aurait pu occuper habituellement et à temps plein en tenant compte de sa formation, de son expérience, de ses capacités physiques et intellectuelles.

La Régie évalue le revenu brut présumé de la victime en tenant compte de l'emploi déterminé à l'alinéa précédent, des périodes pendant lesquelles la victime a été sans emploi ou n'a exercé qu'un emploi occasionnel ou un emploi à

## CHAPTER II

## INDEMNITIES

## DIVISION I

## INCOME REPLACEMENT INDEMNITY

**19.** The victim who, at the time of the accident, held a regular employment on a full-time basis is entitled to an income replacement indemnity if, due to the accident, he becomes unable to hold such employment.

The gross income of the victim is that which he derived from such employment.

However, the Régie may, at its discretion, determine a gross income of another amount if the victim establishes that but for exceptional circumstances, he might have held a more remunerative employment.

**20.** Subject to section 21, the victim who at the time of the accident held no employment while being able to work, held casual employment or part-time employment, worked without pay in a family undertaking or was a person at home is entitled to an income replacement indemnity if, due to the accident, he becomes unable to hold the employment that he could have held on a regular and full-time basis.

The Régie shall determine the employment that the victim could have held on a regular and full-time basis by taking into account the qualifications, the experience and the physical and intellectual capacities of the victim.

The Régie shall estimate the presumptive gross income of the victim by taking into account the employment determined in the preceding paragraph, the periods during which the victim was without employment or held casual or

temps partiel et, s'il y a lieu, du revenu d'un emploi antérieur.

**21.** La victime qui, lors de l'accident, était un étudiant inscrit dans une université, un collège ou un autre établissement dispensant des cours d'un niveau post-secondaire, a droit à l'indemnité de remplacement du revenu si, à la suite de l'accident, elle devient incapable de poursuivre ses études.

La Régie évalue le revenu brut présumé de la victime en tenant compte du revenu que cette dernière aurait pu éventuellement tirer à la fin de ses études d'un emploi que sa formation et son expérience lui auraient permis d'occuper.

**22.** Sur réserve de l'article 21, la victime qui, lors de l'accident, était mineure et sans emploi a droit à l'indemnité de remplacement du revenu si, à la suite de l'accident, elle devient incapable de vaquer aux occupations habituelles de son âge.

Jusqu'à sa majorité, la victime a droit à l'indemnité minimum visée dans le deuxième alinéa de l'article 26.

À compter du jour de sa majorité, la victime incapable de travailler des suites de l'accident a droit à l'indemnité équivalant à un montant annuel égal à soixante-quinze pour cent d'une moyenne annuelle calculée à partir de la rémunération hebdomadaire moyenne des travailleurs de l'ensemble des activités économiques du Québec telle qu'établie par Statistique Canada pour chacun des douze mois précédant le 1<sup>er</sup> mars de l'année où la victime atteint sa majorité.

Les quatrième et cinquième alinéas de l'article 51 s'appliquent *mutatis mutandis* au calcul de l'indemnité visée dans le troisième alinéa.

part-time employment and, if such is the case, the income from a previous employment.

**21.** The victim who, at the time of the accident, was a student enrolled in a university, a college or in another educational establishment of post-secondary level is entitled to an income replacement indemnity if, due to the accident, he becomes unable to pursue his studies.

The Régie shall estimate the presumptive gross income of the victim by taking into account the income that he could eventually have earned after having completed his studies from an employment that his qualifications and experience would have allowed him to hold.

**22.** Subject to section 21, the victim who, at the time of the accident, was a minor and without employment is entitled to an income replacement indemnity if, due to the accident, he becomes unable to engage in the ordinary occupations of his age-group.

Until he is of full age, the victim is entitled to the minimum indemnity contemplated in the second paragraph of section 26.

From the day he becomes of full age, the victim unable to work due to the accident is entitled to an indemnity equivalent to an annual amount equal to seventy-five per cent of a yearly average computed on the basis of the average weekly earnings of the industrial composite in Québec as established by Statistics Canada for each of the twelve months preceding 1 March in the year the victim becomes of full age.

The fourth and fifth paragraphs of section 51 apply *mutatis mutandis* to the computation of the indemnity contemplated in the third paragraph.

**23.** La victime qui est une personne au foyer peut, si, à la suite de l'accident, elle devient incapable de vaquer à une ou à plusieurs occupations habituelles d'une telle personne, réclamer, plutôt que l'indemnité visée dans l'article 20, le remboursement des frais occasionnés par suite de son incapacité jusqu'à concurrence d'un montant maximum de cent cinquante dollars par semaine. Ces frais sont notamment les frais de garde, d'aide domestique et de ménage ainsi que les autres frais dont le remboursement est autorisé par la Régie.

**24.** La victime qui, lors de l'accident, était incapable de travailler pour quelque cause que ce soit excepté l'âge et qui, à la suite de l'accident, est atteinte d'une incapacité physique ou mentale grave, a droit à l'indemnité minimum visée dans le deuxième alinéa de l'article 26.

**25.** La victime visée dans les articles 19, 20 ou 21 qui, lors de l'accident, avait soixante-cinq ans révolus, a droit à l'indemnité de remplacement du revenu selon les modalités suivantes:

1. si elle a moins de soixante-dix ans, elle a droit à l'indemnité pendant une période maximum de cinq ans;
2. si elle a soixante-dix ans révolus, mais moins de soixante-quinze ans, elle a droit à l'indemnité jusqu'au jour de son soixante-quinzième anniversaire de naissance ou pendant un an, la plus longue de ces périodes de temps étant à retenir comme période maximum;
3. si elle a soixante-quinze ans révolus, elle a droit à l'indemnité pendant une période maximum de douze mois.

Les dispositions de l'article 30 ne s'appliquent pas au présent article.

**23.** The victim who is a person at home may, if, due to the accident, he becomes unable to engage in one or more of the ordinary occupations of such a person, claim, instead of the indemnity contemplated in section 20, the reimbursement of expenses incurred by reason of his disability up to a maximum amount of fifty dollars per week. Such expenses include, in particular, care expenses, domestic help expenses, housework expenses and such other expenses as the Régie may authorize for that purpose.

**24.** The victim who at the time of the accident was unable to work for any reason whatever except age, and who, due to the accident, is suffering from a serious physical or mental disability, is entitled to the minimum indemnity contemplated in the second paragraph of section 26.

**25.** The victim contemplated in section 19, 20 or 21 who, at the time of the accident, had completed his sixty-fifth year of age is entitled to an income replacement indemnity in accordance with the following terms and conditions:

- (1) if under seventy years of age, the victim is entitled to the indemnity for a maximum period of five years;
- (2) if he has completed his seventieth year but is under seventy-five years of age, the victim is entitled to the indemnity to the day of his seventy-fifth birthday or for one year, the longer of these two periods being retained as the maximum period;
- (3) if he has completed his seventy-fifth year of age, the victim is entitled to the indemnity for a maximum period of twelve months.

Section 30 does not apply to this section.

**26.** L'indemnité de remplacement du revenu est versée sous forme d'une rente équivalant annuellement à quatre-vingt-dix pour cent du revenu net de la victime.

Sous réserve des articles 29 et 30, l'indemnité de remplacement du revenu ne doit être en aucun cas inférieure à la somme de quatre-vingts dollars par semaine, plus dix dollars par personne à charge jusqu'à concurrence d'une somme totale de cent vingt dollars par semaine.

**27.** Le revenu net de la victime s'établit comme suit: on inclut le revenu brut de la victime, jusqu'à concurrence d'un montant maximum de dix-huit mille dollars, mais en excluant les revenus ne provenant pas d'un emploi; puis on soustrait de ce revenu ainsi déterminé l'impôt sur le revenu calculé selon les tables établies en vertu de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23) et de la Loi concernant les impôts sur le revenu (S.R.C. 1970, chapitre I-5) ainsi que les primes payables en vertu de la Loi sur l'assurance-chômage (S.R.C. 1970, chapitre U-2) et les contributions applicables en vertu du Régime de rentes du Québec (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 24) et de la Loi sur l'assurance-maladie (1970, chapitre 27).

**28.** L'indemnité de remplacement du revenu due à la victime visée dans les articles 19, 20 ou 21 est versée pendant une période maximum de cinq ans à compter de l'accident, sous réserve cependant de l'article 32.

**29.** L'indemnité de remplacement du revenu est réduite du montant des rentes d'invalidité payables en vertu du Régime de rentes du Québec, le cas échéant.

**26.** The income replacement indemnity shall be paid in the form of a pension equivalent annually to ninety per cent of the net income of the victim.

Subject to sections 29 and 30, the income replacement indemnity must in no case amount to less than the sum of eighty dollars per week, plus ten dollars per dependant up to a total sum of one hundred and twenty dollars per week.

**27.** The net income of the victim is established as follows: the gross income of the victim up to a maximum amount of eighteen thousand dollars is included but any income from sources other than employment is excluded; from the income thus determined, the income taxes computed in accordance with the tables established under the Taxation Act (1972, chapter 23) and the Act respecting income taxes (R.S.C. 1970, chapter I-5), the benefits payable under the Unemployment Insurance Act (R.S.C. 1970, chapter U-2) and contributions applicable under the Québec Pension Plan (1965, 1st session, chapter 24) and the Health Insurance Act (1970, chapter 27), are then subtracted.

**28.** The income replacement indemnity payable to the victim contemplated in section 19, 20 or 21 shall be paid for a maximum period of five years from the accident, subject, however, to section 32.

**29.** The income replacement indemnity is reduced by the amount of the disability pension payable under the Québec Pension Plan, where such is the case.



**30.** L'indemnité de remplacement du revenu est réduite, si la victime qui en est le bénéficiaire atteint l'âge de soixante-cinq ans, du montant des bénéfices que cette dernière reçoit au titre de pension de vieillesse, de rente de retraite payable en vertu du Régime de rentes du Québec et de rente payable en vertu d'un régime supplémentaire de rentes au sens de la Loi des régimes supplémentaires de rentes (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 25) et de tout autre régime prescrit.

**31.** Si la victime bénéficiaire d'une indemnité de remplacement du revenu obtient un emploi ou retourne à un emploi, l'indemnité cesse d'être versée.

Néanmoins, si cette victime tire de cet emploi, en raison du dommage subi, un revenu brut inférieur à celui gagné effectivement ou estimé par la Régie, selon le cas, au moment de l'accident, l'indemnité continue d'être versée mais est alors diminuée d'un montant équivalent à cinquante pour cent du revenu net tiré de cet emploi et qui n'excède pas cinq mille dollars ou, si ce revenu excède cinq mille dollars, à cinquante pour cent sur la première tranche de cinq mille dollars et à soixante-quinze pour cent sur l'excédent.

**32.** La victime visée dans les articles 19, 20 ou 21 qui demeure incapable d'exercer tout emploi, a droit, à compter de la sixième année suivant l'accident, à la continuation de l'indemnité de remplacement du revenu.

Si la victime visée dans les articles 19, 20 ou 21 est capable d'exercer un emploi dont elle ne peut tirer, en raison du dommage subi, qu'un revenu brut inférieur à celui gagné effectivement ou estimé par la Régie, selon le cas, au moment de l'accident, celle-ci a droit, à partir de la sixième année suivant l'accident, à une

**30.** The income replacement indemnity shall be reduced, when the victim benefiting therefrom reaches the age of sixty-five, by the amount of benefits received by him as old age pension, retirement pension payable under the Québec Pension Plan and as a pension payable under a supplemental pension plan within the meaning of the Supplemental Pension Plans Act (1965, 1st session, chapter 25) or under any other prescribed scheme.

**31.** If the victim benefiting by an income replacement indemnity obtains or returns to an employment, the indemnity ceases to be paid.

Nevertheless, if such victim, by reason of the injury sustained, earns from such employment a gross income that is less than that actually earned or, as the case may be, estimated by the Régie at the time of the accident, the indemnity continues to be paid but is then reduced by an amount equivalent to fifty per cent of the net income earned from such employment not exceeding five thousand dollars or, if such income exceeds five thousand dollars, fifty per cent of the first five thousand dollars and seventy-five per cent of the remainder.

**32.** The victim contemplated in section 19, 20 or 21 who remains unable to hold any employment is entitled, from the sixth year following the accident, to a continuation of the income replacement indemnity.

If the victim contemplated in section 19, 20 or 21 is able to hold an employment from which, by reason of the injury sustained, he can earn only a gross income that is less than that actually earned or, as the case may be, estimated by the Régie, at the time of the accident, such victim is entitled,

indemnité de remplacement du revenu équivalant annuellement à la différence entre son revenu net gagné effectivement ou estimé par la Régie, selon le cas, au moment de l'accident, et le revenu net qu'elle tire ou pourrait tirer de cet emploi.

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 26 concernant le minimum ne s'appliquent pas au deuxième alinéa.

**33.** Si, en raison d'une rechute consécutive à l'accident, une victime visée dans les articles 19, 20 ou 21 est atteinte d'une incapacité lui donnant droit de recevoir une indemnité visée dans ces articles, elle reçoit une indemnité de remplacement du revenu fondée sur le revenu brut gagné effectivement ou estimé par la Régie, selon le cas, au moment de l'accident.

**34.** Le revenu brut visé dans les articles 31, 32 et 33 et le revenu net visé dans l'article 32 doivent être revalorisés suivant les règles de l'article 49, *mutatis mutandis*.

**35.** Les indemnités prévues à la présente section versées sous forme de rente sont dues pendant toute la durée de l'incapacité à l'exception des sept premiers jours. Elles sont versées une fois par deux semaines.

Sous réserve d'une disposition contraire, ces indemnités sont versées jusqu'à la fin de la quinzaine pendant laquelle la victime cesse d'avoir droit à l'indemnisation ou décède.

from the sixth year following the accident, to an income replacement indemnity equivalent annually to the difference between his net income actually earned or, as the case may be, estimated by the Régie, at the time of the accident, and the net income he earns or that he could earn from such employment.

The second paragraph of section 26, concerning the minimum amount of an indemnity, does not apply to the second paragraph.

**33.** Where, due to a relapse resulting from the accident, a victim contemplated in section 19, 20 or 21 is suffering from a disability entitling him to an indemnity contemplated in those sections, he shall receive an income replacement indemnity based on the gross income actually earned or, as the case may be, estimated by the Régie, at the time of the accident.

**34.** The gross income contemplated in sections 31, 32 and 33 and the net income contemplated in section 32 must be revalorized in accordance with the rules of section 49, *mutatis mutandis*.

**35.** The indemnities provided for in this division paid in the form of a pension are payable for the whole period of disability except the first seven days. The pension is paid once every other week.

Subject to a contrary provision, such indemnities shall be paid until the end of the two-week period during which the victim ceases to be entitled to the compensation or dies.

## SECTION II

## INDEMNITÉ DE DÉCÈS

**36.** Le décès d'une victime résultant d'un accident donne droit aux indemnités prévues à la présente section.

**37. 1.** Le décès d'un soutien de famille exerçant ou non un emploi donne au conjoint survivant ou, à défaut, aux personnes à sa charge, à parts égales, droit à une indemnité équivalant annuellement à un pourcentage de l'indemnité de remplacement du revenu à laquelle la victime aurait eu droit, si elle avait survécu et avait été rendue incapable d'exercer tout emploi en raison de l'accident.

2. Le pourcentage visé dans le paragraphe 1 est établi à soixante-cinq pour cent pour une personne à charge, à soixante-quinze pour cent pour deux personnes à charge, et, s'il y en a plus de deux, à soixante-quinze pour cent plus cinq pour cent par personne à charge à compter de la troisième, jusqu'à concurrence de quatre-vingt-dix pour cent.

3. Sous réserve de l'article 42, l'indemnité ne doit en aucun cas être inférieure à la somme de quatre-vingts dollars par semaine pour une seule personne à charge, plus dix dollars par semaine par personne à charge à compter de la deuxième, jusqu'à concurrence d'une somme totale de cent vingt dollars par semaine.

4. L'indemnité est versée sous forme de rente.

5. L'indemnité est versée au conjoint sa vie durant. Toutefois, le conjoint âgé de moins de trente-cinq ans, sans enfant et qui n'est pas invalide, a droit à l'indemnité pendant une période de dix ans seulement.

6. Sous réserve du paragraphe 5, l'indemnité versée pour une personne à

## DIVISION II

## DEATH BENEFIT

**36.** The death of a victim as a result of an accident gives rise to the compensation provided for in this division.

**37. (1)** The death of a breadwinner, whether or not he held an employment, entitles the surviving spouse or, failing such a person, his dependants, to equal shares of a benefit equivalent annually to a percentage of the income replacement indemnity to which the victim would have been entitled had he survived and been rendered unable to hold any employment by reason of the accident.

(2) The percentage referred to in subsection 1 is established at sixty-five per cent for one dependant, seventy-five per cent for two dependants, and, for more than two dependants, at seventy-five per cent plus five per cent per dependant counting from the third, up to ninety per cent.

(3) Subject to section 42, the benefit shall in no case be less than the sum of eighty dollars per week for a sole dependant, plus ten dollars per week per dependant counting from the second dependant up to a total sum of one hundred and twenty dollars per week.

(4) The benefit shall be paid in the form of a pension.

(5) The benefit shall be paid to the spouse for life. However, the spouse under thirty-five years of age, childless and not disabled is entitled to the benefit for a period of ten years only.

(6) Subject to subsection 5, the benefit paid in respect of a dependant shall

charge l'est aussi longtemps que, dans l'opinion de la Régie, il y a raison de croire que cette personne aurait pu être à la charge de la victime, si cette dernière eût vécu.

7. Aux fins du présent article, doivent être considérées à charge de la victime qui n'avait pas d'emploi au moment de l'accident, les personnes qui auraient été à sa charge si elle avait eu un emploi.

**38.** Le décès d'un conjoint qui n'est pas soutien de famille donne droit à son conjoint aux indemnités suivantes:

1. Dans le cas où la victime exerçait un emploi, en plus de l'indemnité visée dans le paragraphe 2, une indemnité versée pendant trois ans et équivalant annuellement à soixante pour cent du revenu net de la victime au moment de l'accident. Sous réserve de l'article 42, cette indemnité ne doit en aucun cas être inférieure à la somme de quatre-vingts dollars par semaine.

2. Dans tous les cas, une indemnité forfaitaire déterminée selon le nombre d'enfants mineurs de la victime et de ses enfants majeurs étudiants ou invalides:

- aucun enfant: cinq mille dollars;
- un enfant: sept mille cinq cents dollars;
- deux enfants: dix mille dollars;
- trois enfants: douze mille cinq cents dollars;
- quatre enfants ou plus: quinze mille dollars.

**39.** Le décès d'une personne majeure sans conjoint ni personne à charge donne droit à sa succession à une indemnité forfaitaire de deux mille dollars.

**40.** Le décès d'un enfant mineur donne droit à la personne qui en avait la charge à une indemnité forfaitaire de quatre mille dollars.

be paid for as long as, in the opinion of the Régie, there is reason to believe that such person could have remained the victim's dependant had the victim lived.

(7) Where the victim was unemployed at the time of the accident, the persons who would have been his dependants had he held an employment are deemed his dependants for the purposes of this section.

**38.** The death of a spouse who is not a breadwinner entitles his spouse to the following benefits:

(1) If the victim was employed, in addition to the indemnity referred to in paragraph 2, an indemnity payable for three years equivalent annually to sixty per cent of the net income of the victim at the time of the accident. Subject to section 42, such indemnity shall in no case amount to less than eighty dollars per week.

(2) In all cases, a lump sum indemnity determined according to the number of the victim's minor children, and of his major children who are students or are disabled:

- no children: five thousand dollars;
- one child: seven thousand five hundred dollars;
- two children: ten thousand dollars;
- three children: twelve thousand five hundred dollars;
- four children or over: fifteen thousand dollars.

**39.** The death of a person of full age having no spouse nor dependants entitles his estate to a lump sum indemnity of two thousand dollars.

**40.** The death of a minor child entitles the person whose dependant he was to a lump sum indemnity of four thousand dollars.

**41.** Aux fins de la présente section, est réputée personne à charge l'enfant de la victime né après le décès de cette dernière.

**42.** L'indemnité de décès versée sous forme de rente est réduite du montant des rentes de survivant payable en vertu du Régime de rentes du Québec, le cas échéant.

**43.** L'indemnité de décès dont le montant est augmenté en raison du nombre d'enfants ou de personnes à charge survivant à la victime, peut être versée à une autre personne que celle qui y a droit, en tout ou en partie, si la Régie est d'avis qu'il est dans l'intérêt de ces enfants ou de ces personnes à charge que l'indemnité soit versée à une autre personne.

**44.** Les indemnités prévues à la présente section, versées sous forme de rente, le sont une fois par deux semaines.

Sous réserve d'une disposition contraire, ces indemnités sont versées jusqu'à la fin de la quinzaine pendant laquelle la victime cesse d'avoir droit à l'indemnisation ou décède.

### SECTION III

#### AUTRES INDEMNITÉS

**45.** La victime qui subit dans un accident une blessure, un préjudice esthétique, une mutilation, des douleurs ou une perte de jouissance de la vie, a droit à une indemnité forfaitaire dont la somme et les modalités sont prescrites. La somme ne doit en aucun cas excéder vingt mille dollars.

Si aucune somme n'est prescrite pour un dommage corporel, la Régie l'établit en utilisant comme guide, s'il y a lieu,

**41.** For the purposes of this division, the victim's posthumous child is deemed his dependant.

**42.** The death benefit paid in the form of a pension shall be reduced by the amount of the surviving spouse's pension payable under the Québec Pension Plan, where such is the case.

**43.** Where the amount of the death benefit is increased by reason of the number of the surviving children or dependants of the victim, it may be paid, in whole or in part, to a person other than the person entitled to it, if the Régie is of opinion that it is in the interest of such children or dependants that the benefit be paid to another person.

**44.** The benefits paid under this division in the form of a pension are payable once every other week.

Subject to any contrary provision, such benefits shall be paid until the end of the two-week period during which the victim ceases to be entitled to the compensation or dies.

### DIVISION III

#### OTHER INDEMNITIES

**45.** The victim who sustains injury, disfigurement, dismemberment, suffering or a loss of enjoyment of life in an accident is entitled to a lump sum indemnity in a prescribed amount and according to prescribed terms and conditions. The sum shall in no case exceed twenty thousand dollars.

Where no amount is prescribed for a bodily injury, the Régie shall establish one, using as guidelines, if appropriate,

les sommes prescrites pour des dommages corporels semblables.

the sums prescribed for similar bodily injuries.

**46.** Une victime a droit dans tous les cas, sans limite de temps et dans la mesure où ils ne sont pas déjà couverts par un régime de sécurité sociale, au remboursement des frais raisonnables occasionnés par suite d'un accident pour des soins médicaux et paramédicaux, le transport par ambulance ou autrement en vue de recevoir ces soins, l'achat de prothèses ou d'orthèses et le remplacement de vêtements. La victime a droit aussi au remboursement des autres frais de même nature autorisé par la Régie.

**46.** The victim is entitled, in every case, without limit of time and to the extent that they are not already covered by a social security scheme, to the reimbursement of reasonable expenses incurred by reason of an accident for medical and paramedical care, transportation by ambulance or other means for the purpose of receiving such care, the purchase of prostheses or orthopedic devices and the replacement of clothing. The victim is also entitled to the reimbursement of such other expenses of a similar nature as may be authorized by the Régie.

**47.** La Régie peut prendre les mesures nécessaires et faire les dépenses qu'elle croit opportunes ou convenables pour faciliter aux victimes la reprise du travail, contribuer à leur réadaptation et atténuer ou faire disparaître toute incapacité résultant d'un dommage corporel.

**47.** The Régie may take the necessary measures and make the expenditures considered expedient or advisable to facilitate the victims' returning to work, contribute to their rehabilitation and lessen or cure any disability resulting from bodily injury.

**48.** La personne qui a payé les frais funéraires d'une victime peut en réclamer le remboursement jusqu'à concurrence de la somme de mille dollars.

**48.** The person having paid the funeral costs of a victim may claim reimbursement therefor up to the amount of one thousand dollars.

#### SECTION IV

#### DIVISION IV

##### REVALORISATION DES INDEMNITÉS

##### REVALORIZATION OF INDEMNITIES

**49.** Les indemnités payables sous forme de rentes en vertu du présent titre doivent être revalorisées annuellement, de la manière et à l'époque prescrites conformément à l'article 130 du Régime de rentes du Québec pour l'ajustement des prestations payables en vertu de ladite loi, de telle sorte que le montant payable pour un mois d'une année subséquente soit égal au produit obtenu en multipliant le montant qui aurait été

**49.** Indemnities payable in the form of pensions under this title must be revalorized annually, in the manner and at the time prescribed in conformity with section 130 of the Québec Pension Plan for the adjustment of benefits payable under the said act, so that the amount payable for a month in any year following the first is equal to the product obtained by multiplying the amount that would otherwise have been payable

autrement payable pour le mois par la proportion que représente l'indice des rentes pour cette année subséquente par rapport à l'indice des rentes pour l'année qui la précède.

**50.** Les indemnités visées dans les articles 23, 38 à 40, 45 et 48 ainsi que les indemnités minima dans le deuxième alinéa de l'article 26 et dans le troisième alinéa de l'article 37 sont revalorisées à la fin de chaque exercice financier de la Régie de telle sorte que l'indemnité revalorisée soit égale au produit obtenu en multipliant le montant à revaloriser par la proportion que représente l'indice annuel des rentes le plus récent par rapport à l'indice annuel des rentes qui le précède, tel qu'établi en vertu du Régime de rentes du Québec.

**51.** Le montant du revenu maximum de dix-huit mille dollars visé dans l'article 27 est revalorisé en la manière ci-après décrite.

À la fin de l'exercice financier de la Régie, le maximum annuel du revenu est égal à cent cinquante pour cent d'une moyenne annuelle calculée à partir de la rémunération hebdomadaire moyenne des travailleurs de l'ensemble des activités économiques du Québec telle qu'établie par Statistique Canada pour chacun des douze mois précédant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année précédant l'année pour laquelle le maximum annuel du revenu est calculé.

Le revenu maximum annuel est établi au plus haut cinq cents dollars.

Lorsque Statistique Canada adopte une nouvelle méthode pour déterminer la rémunération hebdomadaire moyenne pour un mois donné, en modifiant soit la période de référence utilisée, soit le champ d'observation visé, et que, en conséquence, la moyenne annuelle calculée selon les données de la nouvelle

for that month by the ratio that the Pension Index for that following year bears to the Pension Index for the year preceding that following year.

**50.** The indemnities contemplated in sections 23, 38 to 40, 45 and 48 and the minimum indemnities contemplated in the second paragraph of section 26 and in the third paragraph of section 37 shall be revalorized at the end of every financial year of the Régie so that the revalorized indemnity is equal to the product obtained by multiplying the amount to be revalorized by the ratio that the last annual Pension Index bears to the preceding annual Pension Index, as established under the Québec Pension Plan.

**51.** The maximum amount of income of eighteen thousand dollars contemplated in section 27 is revalorized in the manner hereinafter described.

At the end of the financial year of the Régie, the maximum rate of annual income is equal to one hundred and fifty per cent of a yearly average computed on the basis of the average weekly earnings of the industrial composite in Québec as established by Statistics Canada for each of the twelve months preceding 1 July of the year preceding the year for which the maximum rate of annual income is computed.

The maximum rate of annual income is rounded off to the next highest five hundred dollars.

Where a new method is adopted by Statistics Canada to determine the average weekly earnings for a given month, by modifying either the time basis or the content basis, and the yearly average computed in accordance with the data of the new method is more than one per cent higher or

méthode est supérieure ou inférieure de plus de un pour cent à celle calculée selon les données de l'ancienne méthode, les rémunérations hebdomadaires moyennes à utiliser pour établir la moyenne annuelle pour chacune des années affectées par le changement de méthode sont ajustées par la Régie de façon à tenir compte des données selon la méthode utilisée par Statistique Canada le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*).

Pour l'application du présent article, la Régie utilise les données fournies par Statistique Canada au 1<sup>er</sup> octobre de l'année au cours de laquelle se termine la période de douze mois qui sert de base au calcul du maximum annuel du revenu.

**52.** Le montant d'une rente versée en vertu d'un régime privé d'assurance ne peut être aucunement diminué en raison d'une revalorisation d'une rente versée en vertu du présent titre.

lower than that computed in accordance with the data of the former method, the average weekly earnings to be used to establish the yearly average for each of the years affected by the change of method shall be adjusted by the Régie in such a way as to take into account the data gathered according to the method in use by Statistics Canada on (*insert here the date of the coming into force of this section*).

For the application of this section, the Régie shall use the data supplied by Statistics Canada on 1 October of the year in which the twelve-month period serving as the basis for computing the maximum rate of annual earnings terminates.

**52.** The amount of a pension paid under a private insurance scheme shall in no way be diminished by reason of the revalorization of a pension paid pursuant to this title.

### CHAPITRE III

#### PROCÉDURE DE RÉCLAMATION ET PAIEMENT DES INDEMNITÉS

**53.** 1. Sous réserve de l'appel prévu à l'article 58 et de l'article 56, la Régie a juridiction exclusive pour examiner, entendre et décider, aux fins de la présente loi toute affaire relative:

- a) au droit à une indemnité;
- b) au quantum d'une indemnité; et
- c) à toute question connexe aux affaires visées dans les sous-paragraphes a et b.

2. Les membres de la Régie jouissent de la même immunité et des mêmes privilèges que les juges de la Cour supérieure pour tout acte fait ou omis dans

### CHAPTER III

#### PROCEDURE OF CLAIM AND PAYMENT OF INDEMNITIES

**53.** (1) Subject to the appeal provided for in section 58 and to section 56, the Régie has exclusive jurisdiction to inquire into, hear and determine, for the purposes of this act, any matter relating to

- (a) the right to an indemnity;
- (b) the quantum of an indemnity; and
- (c) any other matter connected with the matters contemplated in paragraphs a and b.

(2) The members of the Régie enjoy the same immunity and privileges as are conferred upon judges of the Superior Court, for any act done or omitted in the



l'exécution de leurs devoirs pour l'application du présent chapitre.

3. La Régie peut s'enquérir des matières qui sont de sa compétence.

Ses décisions doivent être motivées et communiquées par écrit aux intéressés et elles font partie des archives de la Régie.

4. La Régie peut déléguer généralement à ceux de ses fonctionnaires qu'elle désigne ses pouvoirs pour examiner, entendre et décider, en première instance, toute affaire et question relative à l'une des matières énumérées au paragraphe 1.

5. Les personnes désignées suivant le paragraphe 4 ont les pouvoirs qui sont conférés aux membres de la Régie et à la Régie par les paragraphes 2 et 3; les décisions que rendent ces personnes ont la même valeur que si la Régie les eût rendues elle-même. En communiquant une telle décision à un réclamant, on doit aviser ce dernier de son droit d'en demander la révision suivant l'article 57 et, le cas échéant, d'interjeter appel suivant l'article 58.

**54.** Un réclamant doit présenter à la Régie sa réclamation selon les modalités prescrites et fournir toute information prescrite.

**55.** La Régie, lorsqu'elle reçoit une demande suivant l'article 54 peut, si elle est d'avis que la demande, *prima facie*, lui paraît fondée, commencer le paiement de l'indemnité même avant de rendre sa décision quant au droit à l'indemnité.

Si la Régie en vient ensuite à la conclusion que la demande ne doit pas être acceptée ou ne doit être acceptée qu'en partie, les sommes payées en vertu du présent article ne sont pas recouvrables à moins qu'elles n'aient été obtenues par suite d'une fraude.

performance of their duties for the application of this chapter.

(3) The Régie may inquire into any matter under its jurisdiction.

The decisions of the Régie must be substantiated and communicated in writing to the persons involved, and they form part of the records of the Régie.

(4) The Régie may delegate generally, to such of its officers as it may designate, its powers to inquire into, hear and determine, in first instance, all cases and questions respecting any matter enumerated in subsection 1.

(5) Persons designated under subsection 4 have the powers vested in the members of the Régie and in the Régie by subsections 2 and 3; their decisions are valid as decisions of the Régie. In communicating such a decision to a claimant, notice must be given to him of his right to apply for a review under section 57 and, as the case may be, to lodge an appeal under section 58.

**54.** A claimant must file his claim with the Régie according to the prescribed terms and conditions and furnish the prescribed information.

**55.** If the Régie considers that, *prima facie*, an application filed with it under section 54 appears to be founded, it may begin payment of the indemnity even before rendering its decision as to the right to the indemnity.

If the Régie subsequently concludes that the application is unacceptable or acceptable in part only, the sums paid under this section are not recoverable unless they were obtained through fraud.

**56.** Un réclamant qui désire que devienne exécutoire une décision de la Régie rendue en sa faveur doit s'adresser à la Cour supérieure du district de son domicile pour faire homologuer cette décision. Après l'homologation, cette décision devient exécutoire comme un jugement de cette cour.

Les jugements homologuant les décisions de la Régie sont sans appel.

**57.** Un réclamant qui se croit lésé par une décision rendue par un fonctionnaire désigné suivant le paragraphe 4 de l'article 53 peut demander à la Régie une révision de cette décision.

La demande de révision est formée par un écrit adressé à la Régie dans les soixante jours de la notification de la décision.

La Régie peut permettre à un réclamant d'agir après l'expiration des délais fixés par l'alinéa précédent si cette personne démontre qu'elle a été, en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt.

**58.** Un réclamant qui se croit lésé par une décision rendue en révision par la Régie suivant l'article 57 peut interjeter appel de cette décision à la Commission des affaires sociales constituée en vertu de la Loi de la Commission des affaires sociales (1974, chapitre 39) qui dispose de l'appel selon ses règles de preuve, de procédure et de pratique.

**59.** Une demande de révision ou un appel ne suspend pas le droit au paiement d'une indemnité.

**60.** Nonobstant l'article 59, si la Régie ou la Commission des affaires sociales rend une décision ayant pour effet d'annuler ou de réduire le montant d'une indemnité, les sommes déjà versées ne peuvent être recouvrées à moins qu'elles n'aient été obtenues par suite d'une fraude.

**56.** A claimant wishing a decision of the Régie rendered in his favour to become executory must apply to the Superior Court of the district of his domicile to have the decision homologated. After the homologation, such decision becomes executory as a judgment of such Court.

No appeal lies from judgments homologating decisions of the Régie.

**57.** A claimant aggrieved by a decision rendered by an officer designated under subsection 4 of section 53 may apply to the Régie to have the decision reviewed.

The application shall be made in writing to the Régie within sixty days of notification of the decision.

The Régie may allow a claimant to act after the expiry of the delays fixed in the preceding paragraph if that person shows that it was in fact impossible for him to act sooner.

**58.** A claimant aggrieved by a decision rendered by the Régie reviewing a decision concerning him may appeal from it to the Social Affairs Commission established under the Social Affairs Commission Act (1974, chapter 39), which shall dispose of the appeal in accordance with its rules of proof, procedure and practice.

**59.** An application for review does not suspend the right to the payment of an indemnity.

**60.** Notwithstanding section 59, if the Régie or the Social Affairs Commission makes a decision having the effect of cancelling an indemnity or reducing its amount, the sums already paid are not recoverable unless they were obtained through fraud.

**61.** Tout employeur doit, dans le cas où la Régie est saisie d'une demande d'indemnisation, fournir à la Régie, à sa demande, dans le délai et la forme prescrite, une attestation du revenu de son employé.

Quiconque contrevient au présent article commet une infraction.

**62.** Un réclamant doit à la demande de la Régie et aux frais de celle-ci, se soumettre à l'examen d'un médecin qu'il choisit.

**63.** Aussi souvent qu'elle l'estime nécessaire, la Régie peut, à ses frais, exiger du réclamant qu'il se soumette à l'examen d'un médecin désigné par la Régie. Cet examen doit se faire suivant les formalités prescrites.

**64.** Tout médecin ou établissement qui a traité un réclamant ou tout médecin consulté par un réclamant doit faire rapport à la Régie de ses constatations, traitements et recommandations à la demande de celle-ci et dans le délai prescrit. Il doit, de la même façon, fournir à la Régie tout autre rapport médical ou hospitalier qu'elle lui demande relativement à la victime.

Quiconque contrevient au présent article commet une infraction.

**65.** Le médecin qui examine une victime à la demande de la Régie doit faire un rapport à la Régie constatant l'état de la victime, sa capacité de travail, et dans le cas d'incapacité, la nature de celle-ci.

**66.** Les rapports faits à la Régie par un médecin ou un établissement sont confidentiels et privilégiés et, à ce titre, ne peuvent donner lieu à une réclamation en dommages.

**61.** Every employer shall, in all cases where the Régie seized with an application for compensation so requests, furnish the Régie, within the prescribed delay and in the prescribed form, an attestation of the salary of his employee.

Whoever contravenes this section is guilty of an offence.

**62.** Every claimant shall, at the request of the Régie, and also at its cost, submit to an examination by the physician selected by him.

**63.** The Régie may, as often as it considers it necessary, and at its own cost, require the claimant to submit to an examination by a physician designated by the Régie. Such examination must be conducted in accordance with the prescribed formalities.

**64.** A physician or establishment having treated a claimant or a physician consulted by a claimant must at the request of the Régie make a report of his or its findings, treatment and recommendations to the Régie within the prescribed delay, and must in the same manner furnish to the Régie any other medical or hospital report requested by it in respect of the victim.

Whoever contravenes this section is guilty of an offence.

**65.** A physician having examined a victim at the request of the Régie must make a report to the Régie setting out the victim's condition and his ability to work, and, if he is disabled, the nature of his disability.

**66.** The reports to the Régie made by a physician or an establishment are confidential and privileged and, as such, cannot give rise to a claim for damages.

**67.** Lorsque la Régie a requis qu'un réclamant se soumette à l'examen d'un médecin, elle doit, dès réception du rapport, en transmettre copie aux médecins désignés par le réclamant.

**68.** La Régie peut suspendre le paiement de l'indemnité à un réclamant qui refuse de se soumettre à un examen requis par la Régie. Le droit au paiement de l'indemnité reste suspendu jusqu'à ce que l'examen ait été fait.

**69.** La Régie peut réduire l'indemnité ou en suspendre le paiement, lorsque le réclamant, après avoir été avisé par la Régie, persiste dans des pratiques qui empêchent ou retardent sa guérison.

**70.** Le réclamant doit, sans délai, aviser la Régie de tout changement dans sa situation pouvant influencer sur le droit à l'indemnité ou sur les ajustements à apporter à celle-ci.

**71.** La Régie peut, en tout temps, rendre une nouvelle décision si elle est d'avis qu'il s'est produit un changement de situation affectant le droit d'un réclamant à une indemnité ou pouvant influencer sur le montant de l'indemnité.

**72.** Une indemnité peut être refusée, discontinuée ou suspendue par décision de la Régie,

1. lorsque le réclamant fournit des renseignements faux ou inexacts, ou

2. lorsqu'un réclamant, sans raison valable:

a) refuse un nouvel emploi ou refuse de reprendre son ancien emploi;

b) abandonne un emploi qu'il pourrait continuer à remplir;

c) refuse ou néglige de se prévaloir des mesures de réadaptation mises à sa disposition par la Régie; ou

**67.** Where the Régie has requested a claimant to submit to an examination by a physician, it shall upon receipt of the report transmit copy thereof to the physicians designated by the claimant.

**68.** The Régie may suspend payment of the indemnity to a claimant who refuses to submit to an examination required by the Régie. The right to the payment of the indemnity remains suspended until the examination is made.

**69.** The Régie may reduce the indemnity or suspend the payment of it where the claimant, after being notified by the Régie, persists in activities that prevent or delay his cure.

**70.** The claimant must, without delay, notify the Régie of any change in his situation that might affect his right to the indemnity or the adjustments to be made to it.

**71.** The Régie may, at any time, render a new decision if it considers that a change of situation has occurred affecting the right of a claimant to an indemnity or possibly affecting the amount of the indemnity.

**72.** An indemnity may be refused, discontinued or suspended by decision of the Régie,

(1) when the claimant files false or untruthful information, or

(2) where a claimant, without valid reason,

(a) refuses a new employment or refuses to return to his former employment;

(b) leaves an employment that he could continue to hold;

(c) refuses or neglects to avail himself of the rehabilitation measures put at his disposal by the Régie; or

d) refuse ou néglige de fournir les renseignements requis pour l'application de la présente loi ou de donner les autorisations nécessaires pour l'obtention de ces renseignements.

**73.** L'indemnité de remplacement du revenu est réputé être le salaire du bénéficiaire et est saisissable suivant les dispositions du paragraphe 9 du premier alinéa et du dernier alinéa de l'article 553 du Code de procédure civile.

(d) refuses or neglects to furnish the information required for the application of this act or to give the authorizations necessary to obtain such information.

**73.** The income replacement indemnity is deemed to be the salary of the person receiving it and is seizable according to subparagraph 9 of the first paragraph and the last paragraph of article 553 of the Code of Civil Procedure.

### TITRE III

#### L'INDEMNISATION DU DOMMAGE MATÉRIEL — RESPONSABILITÉ CIVILE ET RÉGIME D'ASSURANCE

#### CHAPITRE I

#### RÉGIME D'ASSURANCE

#### SECTION I

#### ASSURANCE OBLIGATOIRE

**74.** Le propriétaire de toute automobile circulant au Québec doit détenir, suivant la section II du présent chapitre, un contrat d'assurance de responsabilité garantissant l'indemnisation du dommage matériel causé par cette automobile.

#### SECTION II

#### LE CONTRAT D'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ

**75.** Le contrat d'assurance de responsabilité doit garantir le propriétaire de l'automobile et toute personne qui conduit l'automobile, à l'exception de celui qui l'a obtenue par vol, contre les conséquences pécuniaires de la responsa-

### TITLE III

#### COMPENSATION FOR PROPERTY DAMAGE — CIVIL LIABILITY AND INSURANCE SCHEME

#### CHAPTER I

#### INSURANCE SCHEME

#### DIVISION I

#### COMPULSORY INSURANCE

**74.** The owner of any automobile operating in Québec must have, in accordance with Division II of this chapter, a liability insurance contract guaranteeing compensation for property damage caused by such automobile.

#### DIVISION II

#### LIABILITY INSURANCE CONTRACT

**75.** The liability insurance contract must protect the owner of an automobile and any person driving it, except a person having obtained it by theft, against the pecuniary consequences of any civil liability they may incur by rea-

bilité civile pouvant leur incomber en raison du dommage matériel causé lors d'un accident au Canada et aux États-Unis.

Le contrat d'assurance de responsabilité doit garantir aussi le propriétaire assuré contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité lorsqu'il conduit l'automobile d'un tiers.

Le contrat d'assurance de responsabilité doit garantir également les personnes visées dans le présent article contre les conséquences pécuniaires de leur responsabilité pour les dommages corporels causés par l'automobile hors du Québec, ailleurs au Canada et aux États-Unis.

**76.** Nonobstant toute stipulation à l'effet contraire qui y serait contenue, le contrat d'assurance est réputé comporter des garanties au moins égales à celles requises par la présente loi et ses règlements.

**77.** Le montant obligatoire minimum de l'assurance de responsabilité est de cinquante mille dollars.

**78.** Il doit être stipulé au contrat que pour les fins du troisième alinéa de l'article 75, le montant d'assurance de responsabilité est égal au montant minimum d'assurance de responsabilité en vigueur dans l'état, province ou territoire du Canada ou des États-Unis où survient l'accident lorsque ce montant est supérieur au montant d'assurance de responsabilité souscrit par l'assuré.

**79.** Il peut être stipulé au contrat d'assurance que l'assuré conservera à sa charge une partie de l'indemnité due à la victime par franchise ou autrement; en ce cas, l'assureur est quand même responsable envers la victime du paiement de l'indemnité entière, y compris

son of property damage caused in an accident in Canada or the United States.

The liability insurance contract must also protect the insured owner against the pecuniary consequences of any liability he may incur while driving the automobile of a third person.

The liability insurance contract must also protect the persons contemplated in this section against the pecuniary consequences of any liability they may incur for bodily injuries caused by the automobile outside Québec, elsewhere in Canada and in the United States.

**76.** Notwithstanding any provision to the contrary that it may contain, an insurance contract is deemed to provide protection at least equal to that required by this act and the regulations hereunder.

**77.** The minimum compulsory amount of liability insurance is fifty thousand dollars.

**78.** The contract must stipulate that for the purposes of the third paragraph of section 75, the amount of liability insurance is equal to the minimum amount of liability insurance in force in the state, province or territory of Canada or the United States where the accident occurs, when that amount is greater than the amount of liability insurance subscribed by the insured.

**79.** An insurance contract may stipulate that the insured shall remain liable for a portion of the indemnity owed to the victim under a deductible coverage clause or otherwise; in such case, the insurer remains liable to the victim for the payment of the full indemnity,

la partie qui, en vertu du contrat, reste à la charge de l'assuré.

L'assureur est alors subrogé aux droits de la victime contre l'assuré pour la part qu'il a dû payer à la victime mais que l'assuré a conservé à sa charge en vertu du contrat.

**80.** Sous réserve des dispositions de l'article 81, le contrat d'assurance est renouvelé de plein droit, pour une prime identique et pour la même période, à chaque échéance du contrat, à moins d'un avis contraire émanant de l'assureur ou de l'assuré; lorsqu'il émane de l'assureur, l'avis de non-renouvellement ou de modification de la prime doit être adressé à l'assuré, à sa dernière adresse connue, au plus tard le trentième jour précédant et incluant le jour de l'échéance.

Au cas de renouvellement en vertu du présent article, l'assureur doit se conformer aux dispositions de l'article 87.

**81.** L'assureur peut mettre fin au contrat dans les soixante jours de sa date d'entrée en vigueur sur simple avis à l'assuré; en ce cas, le contrat se termine cinq jours après la réception de cet avis.

Pendant qu'il est en vigueur, le contrat d'assurance ne peut être résilié par l'assureur qu'en cas d'aggravation du risque de nature à influencer sensiblement un assureur raisonnable dans la décision de continuer à assurer, ou lorsque la prime n'a pas été payée.

L'assureur qui veut ainsi résilier le contrat doit en donner avis écrit à l'assuré; la résiliation prend effet trente jours après réception de cet avis.

**82.** L'assureur ne peut demander l'annulation du contrat que si l'assuré a fait de fausses déclarations ou réticences sur les circonstances connues de lui qui sont de nature à influencer sensible-

including the portion for which the insured remains liable under the contract.

The insurer is then subrogated in the rights of the victim against the insured for the portion the insurer has had to pay to the victim for which the insured remains liable under the contract.

**80.** Subject to section 81, the insurance contract is renewed of right, for the same premium and for the same period, at each maturity of the contract, unless notice to the contrary is given by the insurer or the insured; if given by the insurer, the notice of non-renewal or of a change in the premium must be sent to the insured, at his last known address, not later than the thirtieth day preceding the date of maturity, counting that date.

In the case of renewal under this section, the insurer must comply with section 87.

**81.** The insurer may terminate a contract within sixty days after its coming into force by a mere notice to the insured; in that case, the contract is terminated five days after such notice is received.

While in force, an insurance contract shall not be cancelled by the insurer except in the case of an aggravation of risk which is likely to materially influence a reasonable insurer in the decision to continue to insure, or when the premium has not been paid.

The insurer so wishing to cancel the contract must notify the insured of it in writing; the cancellation has effect thirty days after such notice is received.

**82.** The insurer shall not demand cancellation of the contract unless the insured has misrepresented or deceitfully concealed any fact known to him likely to materially influence a reason-

ment un assureur raisonnable dans la décision d'accepter le risque.

**83.** L'assureur doit, sur tout document faisant état du montant de la prime exigée pour le contrat d'assurance, indiquer clairement le montant et le pourcentage de la commission qui sont versés au courtier d'assurance ou à l'agent d'assurance; cette mention doit aussi apparaître sur tout tel document émanant d'un courtier ou d'un agent.

**84.** L'assurance contractée par une personne autre que le propriétaire ne dégage ce dernier de son obligation en vertu de l'article 74 que si l'identité de ce propriétaire a été déclarée à l'assureur et que mention en est faite au contrat d'assurance.

**85.** Nulle opposition, contestation ou intervention n'est recevable à l'encontre de la saisie d'une automobile qui a causé un accident donnant ouverture au paiement d'une indemnité, à moins que le propriétaire ne prouve qu'il a contracté l'assurance de responsabilité.

### SECTION III

#### L'ATTESTATION D'ASSURANCE ET L'ATTESTATION DE SOLVABILITÉ

**86.** Une automobile ne peut être immatriculée à moins que ne soit fournie au directeur une déclaration du propriétaire de l'automobile attestant qu'il a satisfait aux obligations imposées par la présente loi concernant l'assurance de responsabilité.

La déclaration doit énoncer le nom de l'assureur et, sauf dans le cas d'une personne qui détient une attestation provisoire visée dans l'article 88, le numéro de la police.

Les mentions prévues au deuxième alinéa ne sont pas requises dans le cas

able insurer in the decision to cover the risk.

**83.** The insurer must, on every document stating the amount of the premium required for the insurance contract, clearly indicate the amount and the percentage of the commission paid to the insurance broker or to the insurance agent; this information must also appear on any such document issued by a broker or an agent.

**84.** Insurance taken out by a person other than the owner does not discharge the latter from his obligation under section 74 unless the identity of such owner has been declared to the insurer and mention of it is made in the insurance contract.

**85.** No opposition, contestation or intervention lies against the seizure of an automobile having caused an accident giving rise to the payment of an indemnity, unless the owner proves he has contracted liability insurance.

### DIVISION III

#### CERTIFICATE OF INSURANCE AND CERTIFICATE OF FINANCIAL RESPONSIBILITY

**86.** No automobile may be registered unless a statement by the owner of the automobile is furnished to the director attesting that the owner has met the obligations imposed by this act respecting liability insurance.

The statement must set forth the name of the insurer and, except in the case of a person holding a temporary certificate contemplated in section 88, the number of the policy.

The particulars provided for in the second paragraph are not required in



d'une personne qui a obtenu du Fonds d'indemnisation une attestation de solvabilité conformément à l'article 91.

Le directeur peut en outre exiger de toute personne qu'elle fournisse une attestation d'assurance ou de solvabilité.

**87.** L'assureur doit, sans frais, délivrer une attestation d'assurance pour chacune des automobiles assurées par la police, indiquant:

1. le nom et l'adresse de l'assureur;
2. le nom et l'adresse du propriétaire de l'automobile et, le cas échéant, de la personne assurée;
3. le numéro de la police et la période de validité de cette dernière;
4. s'il s'agit d'un garagiste, la mention de ce fait;
5. sauf s'il s'agit d'un garagiste, les caractéristiques de l'automobile, notamment le numéro du châssis;
6. toute autre mention prescrite par le gouvernement.

**88.** L'assureur émet l'attestation d'assurance au plus tard dans les vingt et un jours de la demande d'assurance.

Si l'attestation d'assurance n'est pas émise dès le moment de l'acceptation, l'assureur doit délivrer, sans frais, au moment de l'acceptation, une attestation provisoire pour une durée de vingt et un jours; cette attestation doit indiquer les mentions prévues aux paragraphes 1, 2 et 4 à 6 de l'article 87 ainsi que la période de validité de l'attestation.

**89.** Si le contrat d'assurance est annulé ou résilié avant la date d'expiration, l'assuré doit remettre l'attestation d'assurance ou l'attestation provisoire à l'assureur qui doit aviser sans délai

the case of a person who has obtained a certificate of financial responsibility from the Fonds d'indemnisation in accordance with section 91.

The director may in addition require of any person that he furnish a certificate of insurance or of financial responsibility.

**87.** An insurer must, without cost, issue a certificate of insurance for each of the automobiles insured by the policy, setting forth:

- (1) the name and address of the insurer;
- (2) the name and address of the owner of the automobile and, if such is the case, of the person insured;
- (3) the number and date of expiry of the policy;
- (4) the fact that the certificate is issued to a garage-keeper, if such is the case;
- (5) except in the case of a garage-keeper, the specifications of the automobile, in particular the serial number;
- (6) any other information prescribed by the Government.

**88.** The insurer shall issue the certificate of insurance not over twenty-one days after the application for insurance.

If the certificate of insurance is not issued upon acceptance, the insurer must deliver, without cost, at the time of acceptance, a temporary certificate for a period of twenty-one days; such certificate must set forth the particulars provided for in paragraphs 1, 2 and 4 to 6 of section 87 and the date of expiry of the certificate.

**89.** If the insurance contract is annulled or cancelled before the date of expiry, the insured must surrender the certificate of insurance or temporary certificate to the insurer, who must

le directeur de l'annulation ou de la résiliation de la police.

**90.** La Couronne, ses agents et mandataires sont dispensés de l'obligation de contracter l'assurance prévue par l'article 74.

**91.** La dispense de l'obligation de contracter l'assurance prévue par l'article 74 peut également être accordée par le Fonds d'indemnisation à toute personne qui produit une preuve de solvabilité en la manière prévue par la présente loi et selon les modalités prescrites par le gouvernement.

Sur production de cette preuve de solvabilité qui doit s'étendre pendant toute la durée de l'immatriculation, le Fonds d'indemnisation peut émettre une attestation de solvabilité.

**92.** À l'égard de toute automobile dont elle est propriétaire, la Couronne, ses agents et mandataires ou une personne visée dans l'article 91, ont les droits et les obligations d'un assureur en vertu de la présente loi.

Si une personne s'est emparée par vol d'une automobile leur appartenant, la Couronne, ses agents et mandataires ou une personne visée dans l'article 91, sont tenues, à l'égard de la victime, des obligations mises à la charge du Fonds d'indemnisation.

**93.** Le Fonds d'indemnisation peut délivrer à une personne une attestation de solvabilité si, à sa satisfaction, et selon les modalités prescrites par le gouvernement:

1. cette personne fournit un cautionnement d'une corporation autorisée à se porter caution en justice;

notify the director of the annulment or cancellation of the policy without delay.

**90.** The Crown, its agents and its mandataries are exempt from the obligation of contracting the insurance provided for in section 74.

**91.** The exemption from the obligation of contracting the insurance provided for in section 74 may also be granted by the Fonds d'indemnisation to any person who produces proof of financial responsibility in the manner provided for in this act and in accordance with the terms and conditions prescribed by the Government.

Upon production of such proof of financial responsibility, which must cover the entire registration period, the Fonds d'indemnisation may issue a certificate of financial responsibility.

**92.** With respect to any automobile owned by it or him, the Crown, its agents and mandataries, and a person contemplated in section 91, have the rights and obligations of an insurer under this act.

If a person has, by theft, obtained possession of an automobile owned by the Crown, its agents and mandataries, or a person contemplated in section 91, they are liable towards the victim for the obligations imposed upon the Fonds d'indemnisation.

**93.** The Fonds d'indemnisation may deliver to any person a certificate of financial responsibility if, to its satisfaction, and in accordance with the terms and conditions prescribed by the Government:

(1) such person gives a bond of a corporation authorized to become a judicial surety;

2. cette personne fait un dépôt en argent ou en obligations émises ou garanties par le Québec; ou

3. dans le cas d'une corporation, celle-ci produit un certificat attestant qu'elle a, en fiducie, un fonds d'assurance distinct suffisant.

**94.** L'attestation de solvabilité visée dans l'article 91 doit indiquer:

1. la date de l'attestation et la période pour laquelle elle est émise;

2. le nom et l'adresse de la personne à qui l'attestation est octroyée;

3. la description de l'automobile dont cette personne est propriétaire, sauf s'il s'agit d'un garagiste ou d'une corporation visée dans le paragraphe 3 de l'article 93;

4. si l'attestation est octroyée à un garagiste, la mention de ce fait;

5. le montant obligatoire minimum requis par l'article 77;

6. toute autre mention prescrite par le gouvernement.

Lorsqu'il s'agit d'une corporation visée dans le paragraphe 3 de l'article 93, le Fonds d'indemnisation met à la disposition de la corporation des formules pour chacune des automobiles dont elle est propriétaire attestant en la manière prescrite par le gouvernement que la corporation détient l'attestation de solvabilité visée dans l'article 91.

**95.** Les garagistes doivent, comme condition préalable à l'obtention et au renouvellement de la licence requise par l'article 21 du Code de la route, fournir au directeur une attestation d'assurance de responsabilité, tant pour eux-mêmes que pour les personnes sous leur autorité, relative au dommage causé par les automobiles qui leur sont confiées en raison de leurs fonctions ou de leur activité habituelle.

(2) such person makes a deposit in cash or in bonds issued or guaranteed by Québec; or

(3) in the case of a corporation, the latter produces a certificate attesting that it maintains, in trust, an adequate separate insurance fund.

**94.** The certificate of financial responsibility contemplated in section 91 must set forth:

(1) the date of the certificate and the period for which it is issued;

(2) the name and address of the person to whom the certificate is issued;

(3) a description of the automobile owned by such person, except in the case of a garage-keeper or a corporation contemplated in paragraph 3 of section 93;

(4) the fact that the certificate is issued to a garage-keeper, if such is the case;

(5) the minimum compulsory amount required by section 77;

(6) any other information prescribed by the Government.

In the case of a corporation contemplated in paragraph 3 of section 93, the Fonds d'indemnisation shall supply the corporation with forms for each of the automobiles owned by it attesting in the manner prescribed by the Government that the corporation has the certificate of financial responsibility contemplated in section 91.

**95.** Garage-keepers must, as a condition precedent to obtaining and renewing the licence required by section 21 of the Highway Code, produce to the director a liability insurance certificate, for themselves and the persons under their authority, relating to the damage caused by the automobiles entrusted to them by reason of their duties and ordinary activities.

Cette assurance doit garantir, en la manière prévue par la présente loi, la responsabilité découlant de leur fait personnel.

**96.** En cas de perte ou de vol des documents prévus par le présent titre, l'assureur ou l'autorité compétente en délivre un duplicata sur demande de la personne au profit de laquelle le document original avait été établi.

Le duplicata indique, outre les mentions du document original, la date à laquelle il est établi et le mot «duplicata»; le duplicata a valeur de document original.

## CHAPITRE II

### RESPONSABILITÉ CIVILE

**97.** Le propriétaire de l'automobile est responsable du dommage matériel causé par cette automobile.

Il ne peut repousser ou atténuer cette responsabilité qu'en faisant la preuve:

1. que le dommage a été causé par la faute de la victime, d'un tiers, ou par cas fortuit autre que celui résultant de l'état ou du fonctionnement de l'automobile, du fait ou de l'état de santé du conducteur ou d'un passager;

2. que, lors de l'accident, il avait été dépossédé de son automobile par vol et qu'il n'avait pu encore la recouvrer, sauf toutefois les cas visés dans l'article 92;

3. que, lors de l'accident survenu en dehors d'un chemin public, l'automobile était en la possession d'un garagiste ou d'un tiers pour remisage, réparation ou transport.

La personne en possession de l'automobile est responsable comme si elle en

Such insurance must give protection, in the manner provided for in this act, against liability resulting from their own fault.

**96.** In the case of loss or theft of the documents provided for in this title, the insurer or competent authority shall deliver a duplicate of them upon application of the person for whose benefit the original document had been established.

The duplicate contains, in addition to the particulars of the original document, the date on which it is established and the word "duplicate"; the duplicate has the value of an original document.

## CHAPTER II

### CIVIL LIABILITY

**97.** The owner of an automobile is liable for the property damage caused by such automobile.

He cannot rebut or reduce such liability unless he proves:

(1) that the damage has been caused by the fault of the victim or of a third person, or by a fortuitous event other than one resulting from the condition or the running order of the automobile, or from the fault or the state of health of the driver or a passenger;

(2) that, at the time of the accident, he had lost possession of his automobile by theft and that he had not yet been able to recover it, except, however, in the cases contemplated in section 92;

(3) that at the time of an accident that occurred elsewhere than on a public highway, the automobile was in the possession of a garage-keeper or a third person for storage, repair or transportation.

In the cases contemplated in subparagraphs 2 and 3 of the second paragraph,

était le propriétaire dans les cas visés dans les paragraphes 2 et 3 du deuxième alinéa.

La responsabilité du propriétaire s'applique même au-delà du montant d'assurance obligatoire minimum; l'assureur est directement responsable envers la victime du paiement de l'indemnité qui pourrait lui être due, jusqu'à concurrence du montant de l'assurance souscrite.

**98.** Le conducteur d'une automobile est pareillement et solidairement responsable avec le propriétaire, à moins qu'il ne prouve que l'accident a été causé par la faute de la victime, d'un tiers ou par cas fortuit autre que celui résultant de son état de santé ou du fait d'un passager.

**99.** Lorsqu'une automobile est immatriculée au nom d'une personne autre que le propriétaire, cette personne est solidairement responsable avec le propriétaire, à moins qu'elle ne prouve que l'immatriculation a été faite par fraude et qu'elle en ignorait l'existence.

**100.** L'assureur du conducteur d'une automobile n'est tenu de contribuer au paiement d'un dommage que subit une victime et dont le propriétaire est responsable que dans la mesure où ce dommage excède l'obligation de l'assureur du propriétaire de cette automobile envers ce dernier.

**101.** La responsabilité établie par les articles 97 à 100 s'applique même si l'accident implique plusieurs automobiles.

Entre les propriétaires qui ne peuvent s'exonérer, la responsabilité est solidaire, et, en l'absence de preuve de fautes inégales, cette responsabilité est présumée égale entre chaque propriétaire.

the person in possession of the automobile is liable as if he were the owner.

The liability of the owner extends even beyond the minimum compulsory amount of insurance; the insurer is directly liable towards the victim for the payment of any indemnity that may be payable to him, up to the amount of the insurance subscribed.

**98.** The driver of an automobile is jointly and severally liable in like manner with the owner, unless he proves that the accident has been caused by the fault of the victim or of a third person, or by a fortuitous event other than one resulting from his state of health or the fault of a passenger.

**99.** When an automobile is registered in the name of a person other than the owner, such person is jointly and severally liable with the owner, unless he proves that the registration was effected by fraud and without his knowledge.

**100.** The insurer of the driver of an automobile is not obliged to contribute towards payment for any loss to a victim for which the owner is liable except to the extent that such loss exceeds the obligation of the insurer of such automobile towards the owner.

**101.** Liability as established in sections 97 to 100 applies even if an accident involves several automobiles.

Between owners who cannot exonerate themselves, the liability is joint and several and, failing evidence of unequal faults, such liability is presumed to be equally shared by each owner.

**102.** Nonobstant les dispositions du présent chapitre, lorsqu'un accident implique une automobile effectuant un transport public ou un transport à titre onéreux dans le cours normal des affaires, son propriétaire ou son assureur répond seul des dommages matériels subis par les passagers, sans préjudice de son droit d'être subrogé contre l'auteur de l'accident.

La contribution aux autres dommages s'établit selon les dispositions du présent titre.

### CHAPITRE III

#### L'INDEMNISATION DU DOMMAGE MATÉRIEL

**103.** Nonobstant les dispositions du présent titre, le recours du propriétaire en raison du dommage subi par son automobile ne peut être exercé que contre son propre assureur si ce recours est régi par la convention d'indemnisation directe visée dans l'article 155; néanmoins, en cas de silence de la convention d'indemnisation directe et à défaut d'entente entre les assureurs concernés, les règles des articles 97 à 102 s'appliquent relativement à la responsabilité.

**104.** La renonciation, par une victime ou par un assuré, à un droit découlant des dispositions du présent titre ne lui est opposable que si elle est faite par écrit et porte sa signature.

**105.** Si le montant d'assurance est insuffisant pour acquitter toutes les indemnités payables à la suite d'un même accident, l'assureur paie ces indemnités au marc le dollar.

**106.** L'assureur d'une personne soumise à l'obligation de l'article 74 ne peut, jusqu'à concurrence du montant obliga-

**102.** Notwithstanding this chapter, when an accident involves an automobile effecting public transportation or transportation for a consideration in the normal course of business, its owner or its insurer alone is liable for the property damage sustained by the passengers, without prejudice to his right to be subrogated against the author of the accident.

Liability for other damage is established in accordance with this title.

### CHAPTER III

#### COMPENSATION FOR PROPERTY DAMAGE

**103.** Notwithstanding this title, the recourse of the owner by reason of any damage sustained to his automobile shall not be exercised except against his own insurer if such recourse is governed by the direct compensation agreement contemplated in section 155; nevertheless, in the case where the direct compensation agreement is silent and failing an agreement among the insurers concerned, the rules provided in sections 97 to 102 apply respecting liability.

**104.** The waiver, by a victim or an insured, of a right arising under this title, cannot be set up against him unless it is in writing and bears his signature.

**105.** If the amount of insurance is insufficient to pay all the indemnities payable following the same accident, the insurer pays such indemnities *pro rata*.

**106.** The insurer of a person subject to the obligation imposed in section 74 shall not, up to the compulsory amount

toire d'assurance de responsabilité, opposer au tiers aucune nullité, déchéance ou exception découlant de la loi ou du contrat d'assurance; jusqu'à concurrence de ce montant, l'assureur reste tenu de payer les indemnités et, dans la mesure permise par l'article 107, est subrogé aux droits du tiers contre l'assuré.

**107.** L'assureur n'a pas droit de subrogation contre l'assuré ou contre une personne dont la responsabilité est garantie par le contrat d'assurance, sauf lorsque l'assureur paie une indemnité à laquelle il n'est pas obligé en vertu du contrat d'assurance.

**108.** Lorsqu'une automobile est impliquée dans un accident alors qu'elle est conduite par une personne qui s'en est emparée par vol ou qui savait qu'elle avait été volée, l'assureur est dégagé de toute obligation à l'égard de cette personne et de tout receleur.

L'assureur du propriétaire de l'automobile peut également leur réclamer solidairement le montant des indemnités payées en conséquence de l'accident.

of liability insurance, set up against a third person any nullity, lapse or exception arising from the law or the insurance contract; up to such amount, the insurer remains bound to pay the indemnities and, to the extent permitted by section 107, is subrogated in the third person's rights against the insured.

**107.** The insurer has no right of subrogation against the insured or against a person whose liability is covered by the insurance contract, except when the insurer pays an indemnity to which he was not bound under the insurance contract.

**108.** When an automobile is involved in an accident while being driven by a person who obtained it by theft or who knew it to have been obtained by theft, the insurer is discharged from any obligation towards such person and any receiver.

The insurer of the owner of the automobile may also claim from them jointly and severally the amount of indemnities paid as a consequence of the accident.

## TITRE IV

### FONDS D'INDEMNISATION

#### CHAPITRE I

##### CONSTITUTION DU FONDS D'INDEMNISATION

**109.** Un Fonds d'indemnisation des victimes d'un dommage matériel causé par une automobile est constitué par la présente loi.

**110.** Le Fonds d'indemnisation est une corporation au sens du Code civil; il est investi des pouvoirs généraux

## TITLE IV

### FONDS D'INDEMNISATION

#### CHAPTER I

##### CONSTITUTION OF THE FONDS D'INDEMNISATION

**109.** A Fonds d'indemnisation for victims of property damage caused by an automobile is established by this act.

**110.** The Fonds d'indemnisation is a corporation within the meaning of the Civil Code and has the general powers

d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

**111.** Le Fonds d'indemnisation jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

Les biens du Fonds d'indemnisation font partie du domaine public, mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ces biens.

Le Fonds d'indemnisation n'engage que lui-même lorsqu'il agit en son propre nom.

**112.** Le Fonds d'indemnisation est administré par la Régie; il a son siège social au siège social de la Régie et le conseil d'administration de la Régie tient lieu de conseil d'administration du Fonds d'indemnisation. Les dispositions de la Loi constituant la Régie de l'assurance automobile du Québec (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 49*) concernant le conseil d'administration de la Régie s'appliquent *mutatis mutandis* au conseil d'administration du Fonds d'indemnisation.

**113.** Le président de la Régie est président et directeur général du Fonds d'indemnisation et le secrétaire de la Régie est secrétaire du Fonds d'indemnisation.

**114.** Le président directeur général du Fonds d'indemnisation est responsable de son administration dans le cadre de ses règlements de régie interne; ces règlements sont approuvés par le gouvernement et entrent en vigueur lors de cette approbation.

**115.** Les fonctionnaires et employés du Fonds d'indemnisation sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonc-

of such a corporation and the special powers conferred upon it by this act.

**111.** The Fonds d'indemnisation has the rights and obligations of a mandatar-y of the Government.

The property of the Fonds d'indemnisation forms part of the public domain, but the performance of the obligations of the Fonds d'indemnisation may be levied against its property.

The Fonds d'indemnisation binds none but itself when it acts in its own name.

**112.** The Fonds d'indemnisation is administered by the Régie; it has its corporate seat at the corporate seat of the Régie and the board of directors of the Régie shall be in lieu of the board of directors of the Fonds d'indemnisation. The provisions of the Act to establish the Régie de l'assurance automobile du Québec (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 49*) respecting the board of directors of the Régie apply *mutatis mutandis* to the board of directors of the Fonds d'indemnisation.

**113.** The chairman of the Régie is chairman and general manager of the Fonds d'indemnisation and the secretary of the Régie is the secretary of the Fonds d'indemnisation.

**114.** The chairman and general manager of the Fonds d'indemnisation is responsible for its administration within the scope of its by-laws of internal management; such by-laws shall be approved by the Government, and come into force upon such approval.

**115.** The civil servants and employees of the Fonds d'indemnisation shall be appointed and remunerated in



tion publique (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 53*).

Le président de la Régie exerce à cet égard les pouvoirs que ladite loi attribue à un dirigeant d'organisme.

**116.** Les membres du conseil d'administration de même que les fonctionnaires et employés du Fonds d'indemnisation ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

**117.** Aucun recours extraordinaire, aucune mesure provisionnelle ne peut obliger le Fonds d'indemnisation à faire ou à ne pas faire un acte qui découle de l'exercice de ses fonctions ou de l'autorité qui lui est légalement conférée.

**118.** Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'article 117.

**119.** Il est interdit d'entraver le travail d'un enquêteur ou d'un inspecteur du Fonds d'indemnisation dans l'exercice de ses fonctions, de le tromper par des réticences ou par des déclarations fausses et mensongères ou de refuser d'obéir à tout ordre qu'il peut donner en vertu de la présente loi.

Cet enquêteur ou cet inspecteur doit, s'il en est requis, exhiber un certificat attestant sa qualité signé par le président du Fonds d'indemnisation ou par une personne autorisée par lui à cette fin.

**120.** Le Fonds d'indemnisation peut, conformément à la loi, conclure des ententes avec un autre gouvernement au Canada, un gouvernement

accordance with the Civil Service Act (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 53*).

The chairman of the Régie shall exercise in that respect the powers conferred by the said act on the chief executive of an agency.

**116.** The members of the board of directors and the civil servants and employees of the Fonds d'indemnisation cannot be sued by reason of official acts done in good faith in the exercise of their functions.

**117.** The Fonds d'indemnisation cannot be compelled by any extraordinary recourse or provisional remedy to perform or not to perform any act entailed by its functions or the authority legally conferred upon it.

**118.** Two judges of the Court of Appeal may, upon motion, summarily annul any writ, order or injunction issued or granted contrary to section 117.

**119.** It is prohibited to hinder the work of an investigator or inspector of the Fonds d'indemnisation in the performance of his duties, to mislead him by misrepresentations or by false or deceptive statements or to refuse to comply with any order he may give under this act.

Such investigator or inspector must, if so requested, exhibit a certificate signed by the chairman of the Fonds d'indemnisation, or by a person authorized by him for that purpose, attesting his authority.

**120.** The Fonds d'indemnisation may, in conformity with the law, enter into agreements with another Canadian government, a foreign government or a

étranger ou avec un ministère ou un organisme de l'un de ces gouvernements, en vue de l'application de la présente loi.

**121.** Les deniers requis pour le financement du Fonds d'indemnisation lui sont versés par la Régie.

Le Fonds d'indemnisation est aussi alimenté des montants qu'il recouvre lorsque la subrogation ou le recours contre l'auteur d'un dommage est permis par la présente loi.

**122.** Avec l'autorisation préalable du gouvernement, le Fonds d'indemnisation peut contracter des emprunts par billets, obligations ou autres titres au taux d'intérêt et aux autres conditions que détermine le gouvernement.

**123.** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine:

1. garantir le paiement en capital et intérêt de tout emprunt du Fonds d'indemnisation;

2. garantir l'exécution de toute autre obligation de ce denier;

3. autoriser le ministre des finances à avancer au Fonds d'indemnisation tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi au taux d'intérêt, pour le laps de temps et aux autres conditions qu'il détermine.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou à avancer au Fonds d'indemnisation sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

**124.** Les sommes dont le Fonds d'indemnisation prévoit ne pas avoir besoin à court terme pour le paiement de ses obligations et pour son administration sont déposées sans délai auprès de la Caisse de dépôt et de placement du Québec, laquelle les adminis-

trates, for the application of this act.

**121.** The moneys required for the financing of the Fonds d'indemnisation are paid to it by the Régie.

The Fonds d'indemnisation is also maintained by the amounts it recovers when subrogation or a recourse against the author of any damage is authorized by this act.

**122.** With the previous authorization of the Government, the Fonds d'indemnisation may contract loans by notes, bonds or other securities, at such rate of interest and on such other conditions as are determined by the Government.

**123.** The Government, on such conditions as it determines, may:

(1) guarantee the payment in principal and interest of any loan of the Fonds d'indemnisation;

(2) guarantee the performance of any other obligation of the Fonds d'indemnisation;

(3) authorize the Minister of Finance to advance to the Fonds d'indemnisation any amount deemed necessary for the carrying out of this act, at such rate of interest, for such time and on such other conditions as it may determine.

The sums which the Government may be called upon to pay under such guarantees or to advance to the Fonds d'indemnisation shall be taken out of the consolidated revenue fund.

**124.** The amounts for which the Fonds d'indemnisation foresees no need on a short term basis for the payment of its obligations or for its administration shall be deposited without delay with the Québec Deposit and Investment Fund, which shall administer

tre comme fonds distinct selon les modalités établies entre elle-même et le Fonds d'indemnisation.

**125.** L'exercice financier du Fonds d'indemnisation se termine le dernier jour de février de chaque année.

**126.** Le Fonds d'indemnisation doit, au plus tard le 31 mai de chaque année, remettre au ministre un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut exiger.

Le ministre dépose le rapport du Fonds d'indemnisation devant l'Assemblée nationale s'il le reçoit en cours de session; sinon, ou s'il le reçoit après un ajournement, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

Le Fonds d'indemnisation doit fournir au ministre tout autre renseignement que ce dernier requiert quant à ses opérations.

**127.** Les livres et les comptes du Fonds d'indemnisation sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et, en outre, chaque fois que le décrète le gouvernement; ces rapports doivent accompagner le rapport annuel du Fonds d'indemnisation.

## CHAPITRE II

### OPÉRATION DU FONDS D'INDEMNISATION

**128.** La victime d'un dommage matériel, ainsi que, nonobstant l'article 4, la victime d'un dommage corporel visée dans le paragraphe *b* de l'article 17 qui a droit au paiement d'une indemnité en vertu de la présente loi, peuvent exiger le paiement de l'indemnité pour

them as a separate fund in accordance with the terms and conditions established between itself and the Fonds d'indemnisation.

**125.** The financial year of the Fonds d'indemnisation ends on the last day of February each year.

**126.** Not later than 31 May each year, the Fonds d'indemnisation shall submit to the Minister a report of its activities for the preceding financial year; such report shall also contain all the information that the Minister may require.

The Minister shall table the report of the Fonds d'indemnisation before the National Assembly if he receives it during a session; if not, or if he receives it after an adjournment, he shall table it within thirty days after the opening of the next session or after resumption.

The Fonds d'indemnisation shall give the Minister any other information he may require on its operations.

**127.** The books and accounts of the Fonds d'indemnisation shall be audited by the Auditor General each year and also whenever so ordered by the Government; such reports shall accompany the annual report of the Fonds d'indemnisation.

## CHAPTER II

### OPERATION OF THE FONDS D'INDEMNISATION

**128.** The victim of property damage, and, notwithstanding section 4, the victim of a bodily injury contemplated in paragraph *b* of section 17 who is entitled to the payment of an indemnity under this act may require the payment of an indemnity for the excess damage

un dommage excédant deux cent cinquante dollars, du Fonds d'indemnisation dans les cas suivants:

1. si le propriétaire de l'automobile est inconnu;
2. si le propriétaire de l'automobile n'est pas assuré ou n'est pas assuré suffisamment d'après les règles établies dans la présente loi;
3. si l'automobile n'est pas identifiée lors de l'accident;
4. si l'auteur de l'accident a obtenu l'automobile par vol et que le propriétaire n'avait pu encore la recouvrer;
5. si l'auteur de l'accident est inconnu ou n'est pas assuré suffisamment d'après les règles de la présente loi;
6. si l'assureur est insolvable.

**129.** Le Fonds d'indemnisation est réputé un assureur aux fins de la présente loi.

Sous réserve du troisième alinéa, à l'égard des victimes visées dans l'article 128, il a tous les droits et obligations d'un assureur qui a contracté l'assurance obligatoire de responsabilité requise par la présente loi, jusqu'à concurrence d'une somme maximum de cinquante mille dollars par accident, sauf à déduire de chaque réclamation les premiers deux cent cinquante dollars de dommages.

Dans le cas d'une victime d'un dommage corporel visé dans le paragraphe *b* de l'article 17, les dommages résultant de blessures ou décès sont, jusqu'à concurrence de quarante-cinq mille dollars, payables par préférence aux dommages aux biens.

**130.** Les personnes suivantes ne peuvent faire une demande de réclamation au Fonds d'indemnisation:

1. l'assureur, la Couronne, ses agents et mandataires, ainsi que toute person-

over two hundred and fifty dollars from the Fonds d'indemnisation in the following cases:

- (1) if the owner of the automobile is unknown;
- (2) if the owner of the automobile is uninsured or underinsured according to the rules established by this act;
- (3) if the automobile is not identified at the time of the accident;
- (4) if the author of the accident had obtained the automobile by theft and the owner had not yet been able to recover it;
- (5) if the author of the accident is unknown or is underinsured according to the rules of this act;
- (6) if the insurer is insolvent.

**129.** The Fonds d'indemnisation is deemed to be an insurer for the purposes of this act.

Subject to the third paragraph, with regard to victims contemplated in section 128, it has all the rights and obligations of an insurer having contracted compulsory liability insurance required by this act up to a maximum amount of fifty thousand dollars per accident, except the amount of two hundred and fifty dollars of loss deductible from each claim.

In the case of a victim of a bodily injury contemplated in paragraph *b* of section 17, loss resulting from injuries or death is, up to forty-five thousand dollars, payable by priority over property damage.

**130.** The following persons shall not make a claim to the Fonds d'indemnisation:

- (1) the insurer, the Crown, agents and mandataries of the Crown, and any

ne dispensée de contracter l'assurance de responsabilité;

2. la personne qui subit un dommage à l'occasion d'une course d'automobile ou d'une épreuve de vitesse sur un parcours qui est, de façon permanente ou temporaire, fermé à toute autre circulation automobile, à l'égard des dommages causés par une automobile engagée dans la course;

3. les personnes domiciliées dans un état, province ou territoire où les personnes résidant au Québec ne bénéficient pas de droits équivalents à ceux accordés par le présent titre.

person exempt from taking out liability insurance;

(2) the person who sustains damage in an automobile race or speed contest on a track that is, permanently or temporarily, closed to all other automobile traffic, with regard to damage caused by an automobile engaged in the race;

(3) persons domiciled in a state, province or territory where persons residing in Québec do not enjoy rights equivalent to those granted by this title.

## TITRE V

### FINANCEMENT DE LA RÉGIE ET DU FONDS D'INDEMNISATION

**131.** Les deniers requis pour le financement de la Régie et du Fonds d'indemnisation sont versés à la Régie par le Bureau des véhicules automobiles, conformément aux dispositions des articles 5a et 16 du Code de la route.

La Régie et le Fonds d'indemnisation sont aussi alimentés des montants qu'ils recouvrent lorsque la subrogation ou le recours contre l'auteur d'un accident est permis par la présente loi ou par la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (Statuts refondus, 1964, chapitre 232) en autant qu'elle est applicable.

**132.** La Régie fixe annuellement, après expertise actuarielle et avec l'approbation du gouvernement, les sommes exigibles lors de l'émission de tout permis de conduire et de l'immatriculation d'un véhicule automobile aux fins du premier alinéa de l'article 131.

**133.** Les sommes fixées annuellement par la Régie en vertu de l'article

## TITLE V

### FINANCING OF THE RÉGIE AND OF THE FONDS D'INDEMNISATION

**131.** The moneys required for the financing of the Régie and of the Fonds d'indemnisation shall be paid to the Régie by the Motor Vehicle Bureau, in accordance with sections 5a and 16 of the Highway Code.

The Régie and the Fonds d'indemnisation are also maintained by the amounts recovered by them where subrogation or action against the person who caused the accident is authorized by this act or by the Highway Victims Indemnity Act (Revised Statutes, 1964, chapter 232) so far as it is applicable.

**132.** The Régie shall fix each year, after actuarial valuation and with the approval of the Government, the sums exigible for the issue of driver's permits and motor vehicle registration certificates for the purposes of the first paragraph of section 131.

**133.** The sums fixed each year by the Régie under section 132 must be

132 doivent être suffisantes pour permettre le paiement de la totalité des indemnités auxquelles ont droit les victimes d'un accident survenu au cours de l'exercice financier en vue duquel ces sommes sont fixées, le paiement des obligations du Fonds d'indemnisation ainsi que le paiement des frais d'administration de la Régie et du Fonds d'indemnisation.

Elles doivent également être fixées de façon à ce que l'actif de la Régie, déduction faite de ses passifs et de toute réserve de stabilisation qu'elle peut établir, soit suffisant pour couvrir le montant, évalué conformément à l'article 134, nécessaire au paiement de toutes les indemnités, présentes et futures, découlant d'accidents survenus au cours des exercices précédents.

**134.** La Régie doit évaluer actuarialement à la fin de son exercice financier le montant nécessaire au paiement de toutes les indemnités, présentes et futures, découlant d'accidents survenus avant cette date.

**135.** L'expertise visée dans l'article 132 et l'évaluation visée dans l'article 134 doivent être faites par un actuariaire membre de l'Institut canadien des actuaires ayant le titre de « fellow » ou un statut que cet institut reconnaît comme équivalent.

**136.** Les deniers requis pour la mise en application de la présente loi sont pris, jusqu'à la date fixée par la première proclamation émise en vertu de l'article 192 de la présente loi, à même les sommes obtenues en vertu des articles 22 et 23 de la Loi constituant la Régie de l'assurance automobile du Québec; à compter de cette date, les sommes mises à la disposition de la Régie ainsi que celles qu'elle obtient en vertu desdits articles 22 et 23 doivent servir exclusi-

suffisant to enable the payment of all the indemnities to which are entitled the victims of accidents that have occurred during the financial year in view of which such sums are fixed, the payment of the obligations of the Fonds d'indemnisation, and the payment of the administrative expenses of the Régie and of the Fonds d'indemnisation.

The sums must also be so fixed that the assets of the Régie, after deducting therefrom any liability and any contingency reserve it may establish, are sufficient to cover the amounts, established in accordance with section 134, necessary to pay all the indemnities, present or future, resulting from accidents that have occurred during the preceding financial years.

**134.** The Régie must make an actuarial valuation at the end of its financial year of the amount necessary for the payment of all indemnities, present or future, resulting from accidents that have occurred before such date.

**135.** The actuarial valuation contemplated in sections 132 and 134 must be made by an actuary being a Fellow of the Canadian Institute of Actuaries or having equivalent status recognized by the Institute.

**136.** The moneys required for the implementation of this act shall be taken until the date fixed by the first proclamation issued under section 192 of this act, out of the sums obtained pursuant to sections 22 and 23 of the Act to establish the Régie de l'assurance automobile du Québec; from such date, the sums put at the disposal of the Régie and the sums obtained by it pursuant to the said sections 22 and 23 must be used exclusively for the management

vement à l'administration de la Régie et de la présente loi.

**137.** Les sommes dont la Régie prévoit ne pas avoir besoin à court terme pour le paiement de ses obligations et pour son administration sont déposées sans délai auprès de la Caisse de dépôt et de placement du Québec, laquelle les administre comme fonds distinct, selon les modalités établies entre elle-même et la Régie.

of the Régie and the administration of this act.

**137.** The sums for which the Régie foresees no need on a short term basis for the payment of its obligations and for its management are deposited without delay with the Québec Deposit and Investment Fund, which shall administer them as a separate fund in accordance with the terms and conditions agreed to between itself and the Régie.

## TITRE VI

### CORPORATION DES ASSUREURS AUTORISÉS

**138.** Une Corporation des assureurs autorisés, ci-après appelée la « Corporation », est constituée par la présente loi.

**139.** La Corporation est une corporation au sens du Code civil; elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

**140.** La Corporation a son siège social au Québec, à l'endroit choisi par la Corporation avec l'approbation du ministre. Un avis de la situation ou de tout changement au siège social est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

La Corporation peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

**141.** La Corporation est administrée par un conseil d'administration formé d'au moins neuf membres et d'au plus quinze membres.

Nul ne peut être membre du conseil d'administration à moins de résider au Québec.

## TITLE VI

### THE CORPORATION DES ASSUREURS AUTORISÉS

**138.** A Corporation des assureurs autorisés, hereinafter called the "Corporation", is established by this act.

**139.** The Corporation is a corporation within the meaning of the Civil Code; it is vested with the general powers of such a corporation and the special powers conferred on it by this act.

**140.** The head office of the Corporation is in Québec, at the place chosen by the Corporation with the approval of the Minister. Notice of the location of the head office or of any change in its location shall be published in the *Gazette officielle du Québec*.

The Corporation may hold its sittings anywhere in Québec.

**141.** The Corporation is administered by a board of directors consisting of not under nine nor over fifteen members.

No one except a resident of Québec may be a director.

**142.** Les assureurs autorisés constitués au Québec, ceux constitués au Canada sauf au Québec et ceux constitués hors du Canada doivent, chacun en tant que groupe, être représentés au conseil d'administration, en tenant compte de la proportion des primes brutes souscrites par chacun de ces groupes pour l'assurance automobile au Québec.

**143.** Le surintendant des assurances ainsi qu'une autre personne nommée par le ministre ont le droit d'assister aux séances du conseil d'administration de la Corporation qui doit les convoquer comme s'ils étaient membres du conseil d'administration.

Au moins une des personnes mentionnées dans l'alinéa précédent doit être présente pour que la séance soit tenue valablement.

**144.** Les administrateurs sont élus au scrutin des assureurs autorisés, qui tiennent leur assemblée générale au plus tard le 31 mars de chaque année.

La Corporation peut, par règlement, prévoir la pondération des votes en tenant compte de la proportion des primes brutes souscrites pour l'assurance automobile au Québec au cours de l'année précédente par chacun des assureurs autorisés, tout assureur autorisé ayant droit à au moins un vote.

A l'expiration de leur mandat, les administrateurs demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été réélus ou remplacés.

**145.** Les administrateurs élisent parmi eux un président et nomment un directeur général chargé de l'administration des affaires courantes.

**146.** Le quorum du conseil d'administration de la Corporation est fixé à cinq membres.

**142.** The authorized insurers established in Québec, those established in Canada except in Québec and those established outside Canada must each be represented as a group on the board of directors, taking into account the proportion of the gross premiums subscribed by each of such groups for automobile insurance in Québec.

**143.** The Superintendent of Insurance and one other person appointed by the Minister are entitled to attend the sittings of the board of directors of the Corporation, which must convene them as if they were members of the board.

A sitting is invalid if neither of the persons mentioned in the preceding paragraph is present.

**144.** The directors are elected, by ballot, by the authorized insurers, who shall hold their general meeting on or before 31 March each year.

The Corporation, by by-law, may provide for weighted votes, taking into account the proportion of the gross premiums subscribed for automobile insurance in Québec in the preceding year by each authorized insurer, who in every case has at least one vote.

On the expiry of their term, the directors remain in office until they are re-elected or replaced.

**145.** The directors elect one of their number chairman and appoint a general manager to manage day-to-day business.

**146.** Five directors form a quorum of the board of the Corporation.



En cas d'égalité des voix, le président a un vote prépondérant.

In the case of a tie-vote, the chairman has a casting vote.

**147.** Les administrateurs ne reçoivent aucun traitement à ce titre; leurs frais engagés pour assister aux assemblées leur sont remboursés par la Corporation.

**147.** The directors, as such, receive no remuneration; their expenses incurred in attending meetings are reimbursed to them by the Corporation.

**148.** La Corporation peut faire des règlements pour sa régie interne.

**148.** The Corporation may pass by-laws for its internal management.

**149.** Un fonds de développement de la Corporation est créé auquel chaque assureur autorisé doit contribuer au moins vingt-cinq mille dollars.

**149.** A development fund is created at the Corporation. Each authorized insurer must contribute at least twenty-five thousand dollars to the fund.

La Corporation peut payer annuellement à même ses surplus d'opération un intérêt sur ces contributions aux assureurs autorisés.

The Corporation may annually pay interest to the authorized insurers on these contributions, out of its operating surplus.

La Corporation détermine, par règlement, les modalités et les conditions de remboursement des contributions au fonds de développement des assureurs qui cessent d'être autorisés à pratiquer l'assurance automobile au Québec.

The Corporation, by by-law, shall determine the terms and conditions of reimbursement, to insurers ceasing to be authorized to transact automobile insurance in Québec, of their contributions to the development fund.

**150.** Au début de chaque exercice, la Corporation fait un budget de ses revenus et de ses dépenses pour l'exercice et elle impose une cotisation provisoire des assureurs autorisés sur la base de ce budget; elle peut également imposer une cotisation supplémentaire en cours d'exercice; à la fin de l'exercice, elle impose une cotisation définitive ou, le cas échéant, une remise sur la base de ses revenus et dépenses réelles.

**150.** At the commencement of each financial year, the Corporation shall prepare a budget of its revenues and expenditures for that year, and levy a provisional assessment from the authorized insurers on the basis of this budget; it may also levy a supplementary assessment during the year; at the end of the year, it shall levy a final assessment or, as the case may be, refund the over-assessment, as indicated by the balance-sheet of its actual revenues and expenditures.

Les cotisations et remises sont calculées pour chaque assureur en proportion du montant des primes brutes souscrites pour l'assurance automobile au Québec au cours de l'année précédente.

Assessments and refunds are computed for each insurer proportionally to the amount of gross premiums subscribed for automobile insurance in Québec in the preceding year.

**151.** L'exercice financier de la Corporation se termine le 31 décembre de chaque année.

**151.** The financial year of the Corporation ends 31 December each year.

**152.** La Corporation doit établir un mécanisme propre à permettre à tout propriétaire d'une automobile de trouver un assureur autorisé auprès de qui il peut contracter l'assurance de responsabilité prévue à l'article 74.

**153.** La Corporation doit établir ou agréer des centres d'évaluation chargés de faire l'évaluation du dommage subi par une automobile.

La Corporation détermine les normes d'établissement et d'opération des centres qu'elle agréer, ainsi que les conditions de retrait de son agrément.

Les centres d'évaluation établis ou agréés en vertu du présent article doivent offrir leurs services à tout assureur autorisé et chacun des assureurs autorisés doit recourir aux services de ces centres à toutes les fois que la chose est possible.

**154.** Les centres d'évaluation peuvent être chargés de faire la vérification des réparations effectuées à la suite d'un dommage évalué par eux.

**155.** La Corporation doit établir une convention d'indemnisation directe relative:

1. à l'indemnisation directe des assurés ayant subi un dommage à leur automobile;

2. à l'évaluation des dommages subis par des automobiles et à l'expertise nécessaire;

3. à l'établissement d'un barème de circonstances d'accident pour le partage de la responsabilité du propriétaire de chaque automobile impliquée;

4. à la constitution d'un conseil d'arbitrage pour décider des différends entre assureurs autorisés et naissant de l'application de la convention.

**152.** The Corporation must establish a mechanism designed to enable every automobile owner to find an authorized insurer with whom he may take out liability insurance provided for in section 74.

**153.** The Corporation must establish or certify appraisal centres for the appraisal of damage sustained to automobiles.

The Corporation determines the standards on which centres certified by it may be established and operated, and the conditions on which it may withdraw certification.

Appraisal centres established or certified under this section must offer their services to every authorized insurer, and each authorized insurer must engage their services whenever possible.

**154.** The appraisal centres may be entrusted with verifying repairs effected following their appraisal of damage.

**155.** The Corporation must establish a direct compensation agreement regarding:

(1) the direct compensation of insured persons having sustained damage to their automobiles;

(2) the appraisal of damage sustained to automobiles, and the necessary adjustments;

(3) the tabulation of accident circumstances to apportion the liability of the owner of each automobile involved;

(4) the establishment of an arbitration board to decide disagreements between authorized insurers arising from the application of the agreement.

**156.** Si une convention d'indemnisation directe reçoit l'assentiment des assureurs autorisés qui perçoivent au moins cinquante pour cent des primes brutes souscrites pour l'assurance automobile au Québec, tout assureur autorisé doit lui donner application, à compter de sa publication, dans la *Gazette officielle du Québec*, comme si elle faisait partie de la présente loi.

**157.** Le Fonds d'indemnisation ainsi que la Couronne, ses agents et mandataires et toute personne visée dans l'article 91 sont liés, comme tout assureur autorisé, par la convention visée dans l'article 156.

**158.** En plus des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi, la Corporation peut:

1. établir un centre ayant pour fonctions de procéder à des études et à des recherches en matière d'évaluation et de réparation d'automobiles accidentées;

2. établir des formules de constat d'accident et de règlement de sinistres à l'usage de tous les assureurs autorisés;

3. établir ou agréer des centres de règlements des sinistres;

4. informer le public notamment quant à la convention d'indemnisation directe et à son application, quant à l'établissement ou à l'agrément de centres d'évaluation et de leur fonctionnement et quant au mécanisme établi pour permettre à tout propriétaire d'une automobile tenu de contracter l'assurance de responsabilité prévue à l'article 74, de trouver un assureur autorisé auprès de qui il peut contracter cette assurance;

5. agir comme agence autorisée en vertu de l'article 160.

**156.** If a direct compensation agreement obtains the consent of the authorized insurers who collect at least fifty per cent of the gross premiums subscribed for automobile insurance in Québec, every authorized insurer must comply with the agreement, from its publication in the *Gazette officielle du Québec*, as if it were a part of this act.

**157.** The Fonds d'indemnisation the Crown, agents and mandataries of the Crown and every person contemplated in section 91 is bound in the same manner as an authorized insurer, by the agreement contemplated in section 156

**158.** In addition to its powers under this act, the Corporation may

- (1) establish a centre to examine and perfect techniques of appraisal and repair of damage to automobiles;

- (2) standardize the forms to be used by all authorized insurers for reporting accidents and adjusting losses;

- (3) establish or certify loss adjustment centres;

- (4) provide information to the public particularly on the direct compensation agreement and its application, on the establishment or certification of appraisal centres and their operation, and on the mechanism established to enable any automobile owner required to take out liability insurance provided for in section 74 to find an authorized insurer with whom he may take out such insurance;

- (5) act as an authorized agency under section 160.

## TITRE VII

POUVOIRS DU SURINTENDANT DES  
ASSURANCES EN MATIÈRE DE  
DONNÉES STATISTIQUES ET  
DE TARIFICATION

**159.** Chaque assureur autorisé doit déposer auprès du surintendant des assurances, à sa demande et en la forme que celui-ci indique, les données statistiques de son expérience en assurance automobile au Québec.

**160.** Le surintendant des assurances peut autoriser une agence à recueillir pour lui les données statistiques visées dans l'article 159 et tout assureur autorisé doit les fournir à cette agence sur demande et en la forme indiquée.

Cette autorisation ne peut cependant être accordée que si l'agence a son établissement principal au Québec et si elle tient ses dossiers et registres au Québec.

L'agence ainsi autorisée est assujettie aux pouvoirs d'enquête et d'inspection du surintendant des assurances en vertu de la Loi sur les assurances.

Le surintendant des assurances peut désigner la Corporation comme agence autorisée en vertu du présent article.

**161.** Le surintendant des assurances peut requérir l'agence autorisée en vertu de l'article 160 de traiter les données statistiques reçues, en la manière qu'il juge appropriée; tout assureur autorisé doit payer sa quote-part des coûts d'opération de l'agence, en proportion du montant des primes brutes souscrites pour l'assurance automobile au Québec.

**162.** Chaque assureur autorisé doit déposer auprès du surintendant des assurances trois exemplaires de son

## TITLE VII

POWERS OF THE SUPERINTENDENT  
OF INSURANCE  
REGARDING STATISTICS  
AND RATES

**159.** At the request of the Superintendent of Insurance and in the form indicated by him, every authorized insurer must file with him the statistical data derived from his automobile insurance experience in Québec.

**160.** The Superintendent of Insurance may authorize an agency to collect the data contemplated in section 159 for him, and every insurer must furnish them to that agency on demand, in the indicated form.

This authorization shall not be granted, however, unless the agency has its main establishment in Québec, and keeps its records and books in Québec.

The agency so authorized is subject to the powers of investigation and inspection vested in the Superintendent of Insurance under the Act respecting insurance.

The Superintendent of Insurance may designate the Corporation as an authorized agency under this section.

**161.** The Superintendent of Insurance may require the authorized agency under section 160 to process the statistical data it receives, in the manner he considers appropriate; every authorized insurer must pay his share of the agency's operating costs, proportionally to the amount of the gross premiums subscribed for automobile insurance in Québec.

**162.** Every authorized insurer must file three copies of his rate manual with the Superintendent of Insurance im-

manuel de tarifs, aussitôt après sa confection, et, par la suite, dans les dix jours de toute modification.

**163.** Tout assureur autorisé doit fournir au surintendant des assurances toute justification que celui-ci exige sur un ou plusieurs éléments de son manuel de tarifs.

**164.** Sur réception des données statistiques ainsi que des manuels de tarifs visés dans le présent chapitre, le surintendant des assurances doit en faire une analyse.

Avant le dernier jour de février de chaque année, le surintendant fait rapport au ministre sur le résultat de son analyse des données et manuels qui lui ont été fournis durant l'année précédente.

Le deuxième alinéa de l'article 126 s'applique au rapport visé dans l'alinéa précédent.

**165.** Le surintendant des assurances doit permettre la consultation, par toute personne qui en fait la demande, des manuels de tarifs déposés auprès de lui.

mediately upon its being compiled and, thereafter, within ten days of any amendment.

**163.** Every authorized insurer must furnish such proof to the Superintendent of Insurance as he may demand regarding any matter or matters in his rate manual.

**164.** On receiving the data and the rate manuals contemplated in this chapter, the Superintendent of Insurance must analyse them.

Before the last day of February each year, the Superintendent shall report to the Minister the results of his analysis of the data and manuals furnished to him in the preceding year.

The second paragraph of section 126 applies to the report contemplated in the preceding paragraph.

**165.** The Superintendent of Insurance must allow every person requesting it to examine the rate manuals filed with him.

## TITRE VIII

### INFRACTIONS ET SUSPENSIONS

**166.** Personne ne doit sciemment obtenir ou recevoir, directement ou indirectement, le paiement d'indemnités ou le remboursement de frais qu'il n'a pas droit d'obtenir ou de recevoir en vertu de la présente loi ou des règlements.

Quiconque enfreint le présent article est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus deux mille dollars.

## TITLE VIII

### OFFENCES AND SUSPENSIONS

**166.** No person shall knowingly obtain or receive, directly or indirectly, the payment of indemnities or the reimbursement of expenses that he is not entitled to obtain or receive under this act or the regulations.

Every person who contravenes this section is guilty of an offence and liable to a fine of not less than two hundred dollars nor more than two thousand dollars.

**167.** Personne ne doit sciemment aider ou encourager une autre personne à commettre une infraction visée dans l'article 166.

Quiconque enfreint le présent article est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus deux mille dollars.

**168.** Sauf dans le cas prévu à l'article 84, le propriétaire d'une automobile qui n'a pas contracté l'assurance obligatoire de responsabilité et qui utilise, permet ou tolère qu'une autre personne utilise son automobile est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus deux mille dollars.

L'agent de la paix qui constate l'infraction visée dans le présent article doit, sans délai, en faire rapport au Bureau des véhicules automobiles.

**169.** Sauf s'il est de bonne foi et qu'on lui a donné des raisons de croire que l'assurance de responsabilité avait été contractée, le conducteur d'une automobile dont le propriétaire ou une autre personne pour lui n'avait pas contracté cette assurance est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus deux mille dollars.

**170.** Dans les cas prévus aux articles 168 et 169, le tribunal saisi de la poursuite peut, en outre, prononcer la suspension, pour une période n'excédant pas un an, du permis de conduire de la personne condamnée.

**171.** Dans les cas prévus à l'article 168, l'automobile peut être saisie, sans mandat, par un agent de la paix, et retenue jusqu'à ce qu'il ait été adjugé sur les procédures pénales ou qu'un tri-

**167.** No person shall knowingly aid or abet another person in committing an offence contemplated in section 166.

Every person who contravenes this section is guilty of an offence and liable to a fine of not less than two hundred dollars nor more than two thousand dollars.

**168.** Except in the case provided for in section 84, the owner of an automobile who has not contracted the compulsory liability insurance and who uses or allows or tolerates the use by another person of his automobile is guilty of an offence and liable to a fine of not less than two hundred dollars nor more than two thousand dollars.

The peace officer who evidences an offence contemplated in this section must report it to the Motor Vehicle Bureau without delay.

**169.** Where the owner of an automobile or another person on his behalf has not taken out liability insurance, the driver of that automobile is guilty of an offence and liable to a fine of not less than two hundred dollars nor more than two thousand dollars, unless he is in good faith and had been given reason to believe that such insurance had been taken out.

**170.** In the cases provided for in sections 168 and 169, the court seized of the suit may, in addition, declare the suspension, for a period not exceeding one year, of the driver's permit of the person convicted.

**171.** In the cases provided for in section 168, the automobile may be seized without a warrant by a peace officer and detained until the penal proceedings have been adjudicated upon or a

bunal compétent en autorise la libération, avec ou sans cautionnement.

Le propriétaire est avisé de la saisie dans les quarante-huit heures.

Si l'automobile a causé un accident, la saisie ne peut être levée tant qu'il n'a pas été fourni, à la satisfaction du tribunal une preuve de solvabilité couvrant les dommages causés.

Si la saisie se prolonge pendant plus d'un an, le tribunal peut ordonner la vente en justice de l'automobile.

Les frais de saisie, de conservation et de vente de l'automobile sont à la charge du propriétaire et peuvent être prélevés sur le prix de vente; le solde du prix est versé au Fonds d'indemnisation jusqu'à ce qu'il soit satisfait aux dispositions du troisième alinéa.

**172.** La personne qui contrevient aux dispositions des articles 83, 87, 156 et 159 à 163 est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins cinq cents dollars et d'au plus cinq mille dollars.

**173.** La personne qui omet, lorsqu'elle y est tenue, de remettre une attestation ou un duplicata émis en vertu de la présente loi est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus deux mille dollars.

**174.** La personne qui, sans excuse raisonnable dont la preuve lui incombe, utilise une attestation d'assurance ou de solvabilité après l'annulation, la résiliation ou l'expiration de l'assurance ou de la garantie y mentionnée, est coupable d'une infraction et est passible d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus deux mille dollars.

competent court orders the release thereof, with or without security.

The owner is notified of the seizure within forty-eight hours.

If the automobile has caused an accident, the seizure shall not be lifted so long as proof of financial responsibility covering the damage caused is not furnished to the satisfaction of the court.

If the seizure continues for more than one year, the court may order the judicial sale of the automobile.

The costs of seizure, storage and sale are at the expense of the owner and may be levied on the price of sale; the balance of the price is paid into the Fonds d'indemnisation until the conditions of the third paragraph are complied with.

**172.** The person who contravenes sections 83, 87, 156 and 159 to 163 is guilty of an offence and liable to a fine of not less than five hundred dollars nor more than five thousand dollars.

**173.** Any person who fails to surrender, when so required, a certificate or a duplicate issued under this act is guilty of an offence and liable to a fine of not less than two hundred dollars nor more than two thousand dollars.

**174.** Any person who, without reasonable excuse the proof of which devolves upon him, uses a certificate of insurance or of financial responsibility after the annulment, cancellation or expiry of the insurance or of the coverage mentioned therein, is guilty of an offence and liable to a fine of not less than two hundred dollars nor more than two thousand dollars.

**175.** Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement, par écrit, à cette fin; la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) s'applique à ces poursuites.

**175.** Proceedings under this act are instituted by the Attorney-General or a person generally or specially authorized in writing by him for that purpose; the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) applies to such proceedings.

## TITRE IX

### RÈGLEMENTS

**176.** En outre des pouvoirs de réglementation que lui confère la présente loi, la Régie peut également, avec l'approbation du gouvernement, faire des règlements pour:

a) établir la manière de déterminer et de calculer le revenu brut ou présumé d'une victime;

b) préciser les cas où une victime peut être considérée exercer ou avoir exercé un emploi de façon habituelle ou occasionnelle;

c) préciser les critères selon lesquels une victime mineure peut être considérée incapable de vaquer aux occupations habituelles de son âge et ceux selon lesquels une personne au foyer peut être considérée incapable de vaquer à une ou plusieurs occupations habituelles d'une telle personne;

d) préciser les critères selon lesquels une victime peut être considérée atteinte d'une invalidité physique ou mentale grave, aux fins de l'article 24;

e) prescrire le remboursement de frais aux fins des articles 23 et 46;

f) définir, aux fins du paragraphe 5 de l'article 37 et du paragraphe 2 de l'article 38, le mot «invalidé»;

g) pour les cas non autrement prévus, prescrire la forme et la teneur des formules et documents qui peuvent ou

## TITLE IX

### REGULATIONS

**176.** In addition to the powers to make regulations conferred upon it by this act, the Régie may also, with the approval of the Government, make regulations:

(a) to establish the manner of determining and computing the gross or estimated income of a victim;

(b) to specify the cases in which a victim may be considered to hold or to have held a position on a regular or occasional basis;

(c) to specify the criteria according to which a minor victim may be considered unable to attend to the usual occupations of his age-group and those according to which a person at home may be considered unable to attend to one or several of the usual occupations of such a person;

(d) to specify the criteria according to which a victim may be considered to have a serious physical or mental disability, for the purposes of section 24;

(e) to prescribe the reimbursement of expenses for the purposes of sections 23 and 46;

(f) to define, for the purposes of subsection 5 of section 37 and subsection 2 of section 38, the word "disabled";

(g) for the cases not otherwise provided for, prescribe the form and tenor of the forms and documents that may



doivent être utilisés aux fins de la présente loi.

**177.** Ces règlements ne peuvent être adoptés que moyennant préavis de trente jours publié dans la *Gazette officielle du Québec* et en reproduisant le texte.

Ils entrent en vigueur le jour de la publication, dans la *Gazette officielle du Québec*, d'un avis signalant qu'ils ont reçu l'approbation du gouvernement ou, en cas de modification par ce dernier, de leur texte définitif.

or must be used for the purposes of this act.

**177.** Such regulations shall not be made except on thirty days' notice published in the *Gazette officielle du Québec*, setting out their text.

They shall come into force on the day of the publication, in the *Gazette officielle du Québec*, of a notice that they have received the approval of the Government or, if amended by it, of their final text.

## TITRE X

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**178.** Le propriétaire d'une automobile est présumé avoir contracté l'assurance requise par la présente loi s'il justifie d'un contrat d'assurance automobile conclu avec un assureur avant la date d'entrée en vigueur du présent article et ce, tant et aussi longtemps que le contrat est en vigueur.

**179.** La présente loi entraîne modification de plein droit, dans les limites de ses dispositions, des obligations de l'assureur en vertu d'un contrat d'assurance en cours.

Cette modification ne peut justifier aucune majoration du montant de la prime fixée par le contrat, ni la résiliation de celui-ci.

Si les obligations de l'assureur en vertu d'un contrat en cours sont réduites, la prime prévue à l'égard de ce contrat doit être ajustée en conséquence.

Si la prime a été payée à l'avance, le montant de l'ajustement doit être remis dans les trois mois à moins que l'assuré

## TITLE X

### TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

**178.** The owner of an automobile is presumed to have contracted the insurance required by this act if he shows proof of a contract of automobile insurance taken out with an insurer before the date of the coming into force of this section, and this presumption holds for as long as the contract is in force.

**179.** This act entails a change *pleno jure*, within the limits of its provisions, in the obligations of an insurer under a contract of insurance in force.

Such change shall not justify any increase of the amount of the premium fixed by the contract, nor its cancellation.

If the obligations of an insurer under a contract in force are reduced, the premium provided for with regard to such contract must be adjusted accordingly.

If the premium has been paid in advance, the amount of adjustment must be remitted within three months unless

n'accepte au cours de cette période qu'il soit porté à son crédit.

**180.** Le Fonds d'indemnisation est substitué au Fonds d'indemnisation constitué par la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile (Statuts refondus, 1964, chapitre 232).

Le Fonds d'indemnisation est tenu de satisfaire les réclamations non satisfaites des victimes d'accidents survenus entre le 30 septembre 1961 et le (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) de la manière et dans la mesure prévues aux articles 36 à 43 de la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile (Statuts refondus, 1964, chapitre 232).

Les deniers nécessaires à l'indemnisation des victimes visées dans le deuxième alinéa sont pris à même ceux du Fonds d'indemnisation.

**181.** La présente loi remplace la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (Statuts refondus, 1964, chapitre 232); cependant, les paragraphes 4°, 7° et 8° de l'article 2 de même que les articles 22 à 31 de ladite loi demeurent en vigueur et le ministre des transports est chargé de leur application.

De même, les articles 36 à 43 de ladite loi demeurent en vigueur mais pour les fins du deuxième alinéa de l'article 180 seulement.

**182.** Le gouvernement peut muter à la Régie ou au Fonds d'indemnisation tout membre du personnel du Fonds d'indemnisation constitué par la Loi de l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (Statuts refondus, 1964, chapitre 232) qu'il désigne sans autre formalité.

Un membre ainsi muté devient dès lors régi par la Loi sur la fonction publique.

the insured accepts during that period to be credited with the amount.

**180.** The Fonds d'indemnisation is substituted for the Indemnity Fund established by the Highway Victims Indemnity Act (Revised Statutes, 1964, chapter 232).

The Fonds d'indemnisation is bound to satisfy the unsatisfied claims of victims of accidents that occurred between 30 September 1961 and (*insert here the date of coming into force of this section*) in the manner and to the extent provided in sections 36 to 43 of the Highway Victims Indemnity Act (Revised Statutes, 1964, chapter 232).

The moneys required for the compensation of victims contemplated in the second paragraph are taken out of the Fonds d'indemnisation.

**181.** This act replaces the Highway Victims Indemnity Act (Revised Statutes, 1964, chapter 232); however, paragraphs 4, 7 and 8 of section 2 and sections 22 to 31 of the said act remain in force and the Minister of Transport is entrusted with their application.

Furthermore, sections 36 to 43 of the said act remain in force, but only for the purposes of the second paragraph of section 180.

**182.** The Government may transfer to the Régie or to the Fonds d'indemnisation any member of the staff of the Indemnity Fund established by the Highway Victims Indemnity Act (Revised Statutes, 1964, chapter 232), whom it may designate without any other formality.

A member so transferred then becomes governed by the Civil Service Act.

**183.** Le conseil d'administration initial de la Corporation constituée par le Titre VI de la présente loi est composé de treize membres nommés par le gouvernement pour une période d'un an.

Avant l'expiration de leur mandat, les administrateurs doivent convoquer une assemblée générale des assureurs autorisés aux fins d'élire les membres du conseil d'administration prévu à l'article 141.

**184.** Le Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231) est modifié par l'addition, après l'article 5, de l'article suivant:

« **5a.** 1. Aucune immatriculation d'un véhicule automobile ne peut être effectuée à moins que la personne qui la requiert:

a) n'ait fourni au bureau une déclaration d'assurance conformément à l'article 86 de la Loi sur l'assurance automobile (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 67*) pour le véhicule automobile concerné ou n'ait fourni les attestations requises par ladite loi;

b) n'ait versé au Bureau, en sus du droit exigible, le montant prescrit en vertu du titre V de ladite loi.

2. Tout montant perçu par le bureau en vertu du sous-paragraphe b du paragraphe 1 est versé à la Régie de l'assurance automobile du Québec déduction faite des remboursements et compte tenu des ajustements découlant d'ententes ainsi que des frais de perception déterminés par le gouvernement. »

**185.** Ledit Code est modifié par l'addition, après l'article 15b, de l'article suivant:

**183.** The original board of directors established by Title VI of this act is composed of thirteen members appointed by the Government for a period of one year.

Before the expiry of their term, the directors must call a general meeting of authorized insurers for the purpose of electing the members of the board of directors provided for in section 141.

**184.** The Highway Code (Revised Statutes, 1964, chapter 231) is amended by adding, after section 5, the following section:

“**5a.** (1) No registration of a motor vehicle shall be effected unless the person applying therefor

(a) furnishes to the Bureau a statement of insurance in accordance with section 86 of the Automobile Insurance Act (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 67*) for the motor vehicle concerned or he furnishes the certificates required by the said act;

(b) pays to the Bureau, in addition to the duties exigible, the amount prescribed under Title V of the said act.

(2) Every amount collected by the Bureau under subparagraph b of subsection 1 is paid to the Régie de l'assurance automobile du Québec after deducting the reimbursements and taking into account the adjustments resulting from agreements and the collection costs determined by the Government.”

**185.** The said Code is amended by adding, after section 15b, the following section:

« **15c.** Le directeur doit retirer ou faire retirer les plaques et le certificat d'immatriculation s'il est porté à sa connaissance que l'attestation d'assurance ou de solvabilité visée dans la Loi sur l'assurance automobile n'est plus en vigueur ou a fait l'objet d'une annulation, d'un non-renouvellement ou d'une résiliation. »

**186.** L'article 16 dudit Code est modifiée par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

«Aucun permis de conduire ne peut être délivré ni renouvelé à moins que la personne qui en requiert la délivrance ou le renouvellement n'ait versé au bureau, en sus du droit exigible, le montant prescrit en vertu du titre V de la Loi sur l'assurance automobile.

Tout montant perçu par le Bureau en vertu de l'alinéa précédent est versé à la Régie de l'assurance automobile du Québec déduction faite des remboursements et compte tenu des ajustements découlant d'ententes ainsi que des frais de perception déterminés par le gouvernement.»

**187.** L'article 21 dudit Code est remplacé par le suivant:

« **21.** Il est défendu à toute personne de tenir un garage, à moins d'avoir obtenu du Bureau une licence à cet effet, de fournir au Bureau une attestation d'assurance de responsabilité, tant pour elle-même que pour les personnes sous son autorité, relative au dommage causé par les automobiles qui lui sont confiées en raison de ses fonctions ou de son activité habituelle de même que sur paiement au Bureau de l'honoraire suivant:

1° si le garage est situé dans les villes de Montréal et de Québec ou dans les cités de Westmount, Outremont, Verdun et Lachine, vingt dollars;

“**15c.** The director must withdraw or cause the withdrawal of the registration markers and registration certificate if it comes to his knowledge that the certificate of insurance or of financial responsibility contemplated in the Automobile Insurance Act is no longer in force, or was annulled, not renewed or cancelled.”

**186.** Section 16 of the said Code is amended by adding, at the end, the following paragraphs:

“No driver's permit shall be issued or renewed unless the person applying therefor has paid to the Bureau, in addition to the duties exigible, the amount prescribed under Title V of the Automobile Insurance Act.

Every amount collected by the Bureau under the preceding paragraph is paid to the Régie de l'assurance automobile du Québec after deducting the reimbursements and taking into account the adjustments resulting from agreements and the collection costs determined by the Government.”

**187.** Section 21 of the said Code is replaced by the following:

“**21.** No person shall keep a garage except after obtaining from the Bureau a licence to that effect, and furnishing to the Bureau a certificate of liability insurance, for himself and the persons under his authority, relating to the damage caused by automobiles entrusted to him by reason of his duties or ordinary activities, and upon paying to the Bureau the following fees:

(1) if the garage is situated in the city of Québec, Montreal, Westmount, Outremont, Verdun or Lachine, twenty dollars;

2° s'il est situé dans une autre cité, dix dollars;

3° s'il est situé dans une autre municipalité, cinq dollars;  
et à moins que cette licence ne soit en vigueur.

L'assurance prévue au présent article doit couvrir, de la manière prévue par la Loi sur l'assurance automobile, la responsabilité découlant de leur fait personnel.»

**188.** L'article 27 dudit Code est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**27.** 1. Toute personne conduisant un véhicule automobile dans un chemin public doit porter sur elle son permis de conduire et le certificat d'immatriculation du véhicule automobile de même que l'attestation d'assurance ou de solvabilité prévue aux articles 87 et 91 de la Loi sur l'assurance automobile. Celui qui conduit un véhicule possédé en vue de le louer doit être soit un chauffeur soit le locataire du véhicule; si c'est un chauffeur, il doit produire à demande, au constable ou à l'agent de la paix *a*) le certificat d'immatriculation du véhicule, *b*) son permis de conduire; si c'est le locataire, il doit produire *a*) le certificat d'immatriculation du véhicule, *b*) son permis de conduire, et *c*) une carte du propriétaire inscrit indiquant que le véhicule est à ce moment sous bail sans chauffeur. L'obligation de porter sur soi son permis de conduire s'applique également au titulaire d'un permis de conduire qui assiste un apprenti-conducteur dans la conduite d'un véhicule automobile sur un chemin public.»

**189.** Ledit Code est modifié par l'addition, après l'article 66*b*, de l'article suivant:

(2) if it is situated in any other city, ten dollars;

(3) if it is situated in any other municipality, five dollars;  
and unless such licence is in force.

The insurance provided for in this section must cover, in the manner provided in the Automobile Insurance Act, liability resulting from their own fault."

**188.** Section 27 of the said Code is amended by replacing subsection 1 by the following:

“**27.** (1) Every person driving a motor vehicle upon any public highway must carry with him his driver's permit and the registration certificate of the motor vehicle and the certificate of insurance or of financial responsibility provided for in sections 87 and 91 of the Automobile Insurance Act. The driver of a vehicle possessed for hire shall be either a chauffeur or the lessee of the vehicle; if he is a chauffeur, he shall produce, on request by a constable or a peace officer, (*a*) the certificate of registration of the vehicle, (*b*) his driver's permit; if he is the lessee, he shall produce (*a*) the certificate of registration of the vehicle, (*b*) his driver's permit and (*c*) a card from the registered owner stating that the vehicle is at the time under lease without a chauffeur. The obligation to carry one's driver's permit with one also applies to the holder of a driver's permit who assists a learner-driver driving a motor vehicle on a public highway.”

**189.** The said Code is amended by adding, after section 66*b*, the following section:

« **66c.** Toute personne qui omet de remettre au Bureau, à la demande du directeur, un permis de conduire ou un certificat ou des plaques d'immatriculation délivrés en son nom et suspendus en vertu de la loi ou d'un jugement, est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus deux mille dollars. »

**190.** La Loi sur les assurances (1974, chapitre 70) est modifiée par l'addition, après l'article 249, du suivant:

« **249a.** Tout assureur qui n'est pas une société mutuelle et qui pratique les assurances autres que sur la vie peut contribuer au fonds de développement de la Corporation des assureurs autorisés constituée par la Loi sur l'assurance automobile (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 67*). »

**191.** Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

**192.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui sera fixée par proclamation du gouvernement.]]

“**66c.** Every person who omits to surrender to the Bureau, at the request of the director, a driver's permit or a registration certificate or registration markers issued in his name and suspended under the law or a judgment, is guilty of an offence and liable, on summary proceeding, to a fine of not less than two hundred dollars nor more than two thousand dollars.”

**190.** The Act respecting insurance (1974, chapter 70) is amended by adding, after section 249, the following section:

“**249a.** Any insurer that is not a mutual association and that transacts insurance other than life insurance may contribute to the development fund of the Corporation des assureurs autorisés established by the Automobile Insurance Act (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 67*).”

**191.** The Minister is entrusted with the application of this act.

**192.** This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Government, except the provisions excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date to be fixed by proclamation of the Government.]]